

LICENCIEMENTS DANS LES MINES :

en dépit des promesses électorales de la gauche

p. 10 et 11

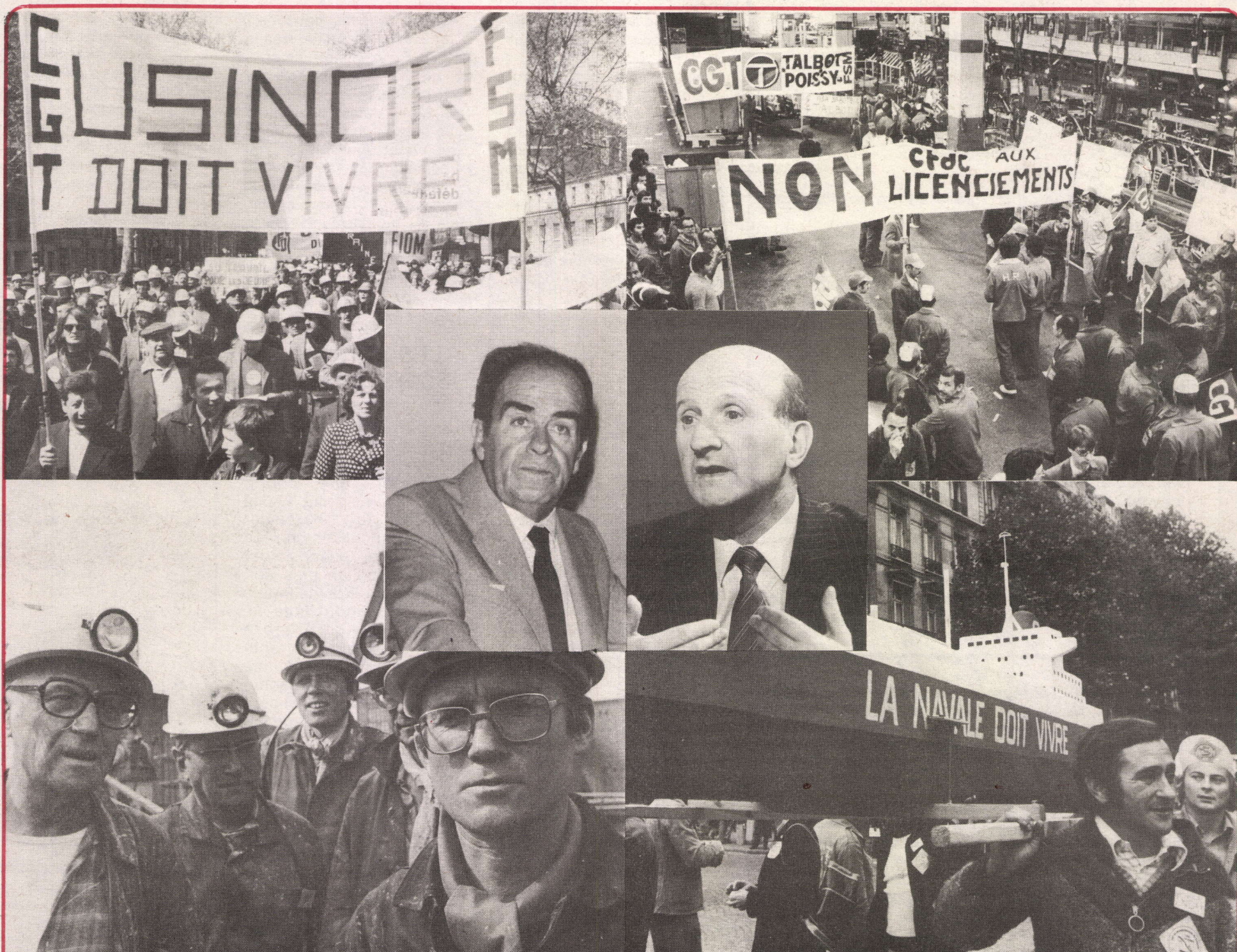
Lutte

ouvrière

Automobile :
comment
s'en sortir
sur le dos
des
travailleurs

p. 9

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 816 - 21 janvier 1984 - prix : 6 F



**Le P.C.F. implore le gouvernement
de ne pas déclencher
la colère ouvrière**

sommaire

Dans le monde

- Page 7 :
— Tchad : l'intervention militaire française attise les rivalités intérieures.
- Page 8 :
— Argentine : Alfonsín condamne ses généraux et le déplore.
- Page 9 :
— Automobile : comment s'en sortir... à dos de travailleurs.
- Page 20 :
— A Casablanca, Arafat, le faire-valoir des dictateurs.

En France

- Page 5 :
— Affaire Boulin : un pavé dans la mare ?
— Mitterrand au commissariat.
- Pages 10 et 11 :
— Licenciements dans les mines, en dépit des promesses électorales de la gauche.
— 1945-1947 : la première bataille du charbon du PCF.
— Les révélations de Krasucki au Journal du Dimanche.
- Page 12 :
— Dans les entreprises : Navale ; ENERTEC (Schlumberger) - Montrouge ; Norton La Courneuve ; Chausson - Creil.
- Page 13 :
— Crédit Lyonnais (Paris) : débrayages pour les salaires.
— CGCT Paris 15^e ; Citroën.
- Page 14 :
— SNCF Paris Austerlitz : grève contre un licenciement.
— SNCF 1984 : attaque en règle contre le service public.
- Page 15 :
— RNUR Billancourt : chômage technique à répétition.
— RVI Saint-Priest : un travailleur se suicide par crainte d'être licencié.

Culture

- Pages 16 et 17 :
— Expositions : Vauban réformateur ; Océanie, le masque au long cours.
— Livres : Mélodie d'E. Copferman ; P. comme police ; Le système Aristote de R. Dzagoyan ; Mamie Mason de Chester Himes.
- Pages 18 et 19 :
— Films : Canicule ; Pâques sanglantes ; Ronde de nuit ; Trahisons conjugales ; Prénom Carmen ; Retenez-moi ou je fais un malheur ; Le choix des seigneurs.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF

LE JACKPOT DE GISCARD

C'est peut-être loin, 1974, mais il n'est jamais trop tard pour relever quelques vérités rapportées par L'Humanité du 17 janvier à propos de la campagne électorale que mena à l'époque Giscard d'Estaing.

Trois jours avant son élection, celui-ci adressait à un certain Santamaria, P-DG de la société Bally France SA, spécialisée dans les machines à sous type Jackpot, la lettre suivante : « Monsieur Tabarot m'a fait savoir le soutien que vous lui avez apporté au cours de cette campagne. Je tiens à vous dire personnellement combien j'apprécie l'aide que vous acceptez ainsi de m'apporter et vous prie de croire... »

La société Bally France dont il est question est contrôlée par Bally Manufacturing Corporation de Chicago, elle-même contrôlée, selon les policiers américains, par la Mafia.

Tabarot faisait savoir par ailleurs que Santamaria « donnait dans un premier temps 50 millions d'anciens francs pour obtenir l'autorisation d'exploiter dans les casinos les Jackpots, en ajoutant un paragraphe au texte législatif de base ».

Un prêt dans l'espoir d'un rendu, en quelque sorte.

Santamaria avait misé sur le bon cheval, puisque Giscard était élu. Quant à l'argent, on sait qu'il n'a pas d'odeur.

La Bourse : plus haut que le Loto

Il est un endroit où la morosité n'a pas cours : la Bourse de Paris. En 1983, la hausse moyenne du cours des actions a été de 60 %. Et depuis le début de l'année, ça continue de plus belle.

Personne ne sait pourquoi, mais le fait est que la Bourse est prise d'un grain de folie et permet, si l'on est joueur — à condition bien sûr d'avoir quelques dizaines, voire quelques centaines de millions derrière soi —, de réaliser de rondouillards bénéfices.

Investir dans la production ? C'est une plaisanterie, quand on peut par exemple acheter 10 actions CSF le 6 janvier à 232 francs pièce, et les revendre le 13 à 275 F ! Mieux qu'un Loto pour riches, la Bourse serait donc en ce moment un vrai paradis pour les spéculateurs. De l'argent, il y en a beaucoup, beaucoup. On le savait déjà, mais les professionnels de la Bourse le confirment. Alors, si on veut faire payer les riches, c'est bien le moment ou jamais.

LES PRISONS SONT PLEINES

O SAINT HUBERT !

Madame la baronne Monique de Rothschild, lieutenant de l'ovérite et grande chasseresse, a pensé avaler son cor de chasse. Son équipage vient en effet d'être suspendu de chasse à courre par l'Association française des équipages de vénerie, et elle risque la suspension définitive.

Passe encore que les vénérables badernes de cette Association de vénerie lui reprochent de « manquer à l'éthique » de la chasse à courre, en utilisant contre les cerfs des moyens déloyaux, des talkies-walkies par exemple. Ces gens-là ne comprendront jamais qu'il faut vivre avec son temps. Mais là ou éclate le véritable courroux de la baronne, c'est que des vilains, des manants, d'infimes roturiers ont osé protester quand la dame, sur la piste de quelque gibier, traversait gracieusement leurs villages, piétinait leurs blés, ravageait leurs carrés de laitues, accompagnée de la cavalcade de ses amis, de ses piqueurs, de ses rabatteurs et de ses chiens.

Mais que fait donc le roi, pour endurer pareil outrage ?

Jeannot LAPIN

Centrales nucléaires : l'explosion des déficits

Les centrales nucléaires, qui devaient permettre l'électricité à bon marché, sont en train de battre des records de consommation... d'argent.

A Creys-Malville, la construction de Super-Phénix en est à 9,3 milliards de francs. Et les prévisions portent sur un total de 19 milliards de francs, qui a toutes les chances d'être dépassé (le devis initial était de 6,35 milliards en 1977). Quant au kilowatt-heure, il coûtera deux fois plus cher que dans une centrale nucléaire « normale ». La solution proposée par EDF : construire un deuxième surrégénérateur pour rentabiliser le premier. On croit rêver !

La centrale de Brennilis (Finistère), en activité depuis 1970, fermait ses portes l'an prochain. Motif : son manque de rentabilité et sa technologie dépassée, qui rend son kilowatt-heure trop onéreux (30 centimes, au lieu de 8 centimes ailleurs). Cela fait 300 chômeurs de plus en perspective. Et le CEA (Centre de l'Energie Atomique) n'a rien trouvé de mieux, comme solution de remplacement, que de réaliser à Brennilis un cimetière souterrain de produits radioactifs.

Non seulement on produit trop d'électricité par rapport aux besoins actuels du pays, non seulement le paysage commence à ce garnir de cadavres de centrales nucléaires et de leurs sous-produits, mais en plus, les centrales coûtent les yeux de la tête. Bref, une vraie réussite !

MORT DU PAPA DES MAC DONALD.



Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Le PCF implore le gouvernement de ne pas déclencher la colère ouvrière

« Pas de licenciements, pas un chômeur de plus ». Georges Marchais a expliqué devant le Comité central du PCF que c'était là la « position fondamentale de son parti ». C'est sans doute une position toute nouvelle puisqu'il y a trois semaines à Talbot, le PCF expliquait qu'il n'était pas par principe contre tout licenciement.

Et Krasucki, qui a pu constater comme Marchais que les licenciements n'étaient pas passés en douceur à Talbot, a dû prendre lui aussi un ton plus ferme en qualifiant d'« insupportable humainement et socialement » l'augmentation du chômage et d'« inacceptable » la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. On dirait que la grève de quelques centaines d'ouvriers chez Talbot a plus fait pour réveiller les dirigeants du Parti Communiste et de la CGT que toutes les mesures anti-ouvrières prises jusqu'ici par le gouvernement.

Et pourtant, les dirigeants du Parti Communiste et de la CGT ne cherchent pas à redonner aux travailleurs confiance en eux-mêmes, à leur faire prendre conscience de leur force, à leur démontrer dans l'action qu'ils ont les moyens de faire plier le gouvernement et le patronat.

C'est au gouvernement, pas aux travailleurs, que Georges Marchais s'adresse quand il lui demande de « faire preuve de plus de fermeté » face aux pressions du grand patronat, quand il affirme : « Il s'agit pour la gauche de faire la preuve de sa capacité à gérer et transformer l'économie nationale dans une situation absolument inédite, celle de la crise ».

C'est au gouvernement, pas aux travailleurs, que Krasucki s'adresse quand il dit : « Si l'on continue dans cette direction, il y aura des tensions sociales inévitables et, en effet, de grands mouvements sociaux, parfaitement justifiés. Il faut tenir compte de nos propositions qui sont très réalistes, sinon que voulez-vous que fassent les sidérurgistes, les

mineurs, les ouvriers des chantiers navals, du textile et beaucoup d'autres ».

Ni Marchais, ni Krasucki ne préparent les travailleurs aux « grands mouvements sociaux parfaitement justifiés », ils donnent des conseils à Mitterrand pour les éviter. Ou plus exactement ils supplient, ils implorent le gouvernement de bien vouloir faire attention à ne pas déclencher la colère des travailleurs, colère dont le PCF et la CGT font les premiers les frais.

Le conflit Talbot au cours duquel la CGT et le Parti Communiste ont mis tout leur poids pour sauver la mise du gouvernement est un coup de semonce sérieux. Si d'autres conflits semblables se multiplient dans les prochains mois, la CGT et le PCF pourraient bien y perdre tout leur crédit. La situation peut rapidement devenir telle que pour contenir la colère des travailleurs, Mitterrand exigera du Parti Communiste qu'il pèse de tout son poids contre les travailleurs en lutte, qu'il sacrifie jusqu'au bout le capital de confiance dont il dispose dans la classe ouvrière, qu'il paye au prix le plus élevé sa participation gouvernementale. C'est ce que la bourgeoisie a demandé maintes fois dans le passé aux partis socialistes pour qu'ils puissent être acceptés comme des partis de gouvernement comme les autres. C'est ce qu'on peut demander demain au Parti Communiste. Les dirigeants du PCF le savent et le craignent, ils cherchent à retarder l'échéance.

Mais les militants du Parti Communiste doivent le savoir aussi. Car ce jour-là, ils seront placés devant le choix qu'ils ne croient pas possible aujourd'hui : la fidélité à des dirigeants qui serviront corps et âme la bourgeoisie ou la fidélité à leurs camarades de travail en lutte. Et les travailleurs aussi doivent savoir qu'ils n'ont pas d'amis au gouvernement car le gouvernement est du côté des patrons. Pour faire céder les patrons et ceux qui sont à leur service, il faudra qu'ils comptent sur eux-mêmes et sur les militants les plus honnêtes de la classe ouvrière.

Arlette LAGUILLER

Le patronat veut les mains libres pour licencier

Gattaz, président du CNPF, reçu par le Premier ministre Mauroy le 18 janvier dernier, a profité de l'occasion pour faire connaître au gouvernement les exigences du patronat. Face à la crise, les entreprises pourraient investir, créer des emplois, a-t-il dit, mais d'abord et avant toutes choses, les patrons réclament toute liberté pour embaucher mais surtout débaucher à leur gré, c'est-à-dire pour licencier.

« Si la liberté et la flexibilité étaient accordées pour les contrats à durée déterminée, le travail à temps partiel, le travail intérimaire, plus de 300 000 emplois seraient créés ». Autrement dit, les patrons réclament la généralisation du travail intérimaire ou à temps partiel. Supprimer des emplois qui existent, créer des centaines de milliers de chômeurs pour fabriquer des chômeurs à temps partiel, ou saisonniers mais qui seront rebaptisés travailleurs du point de vue des

statistiques et surtout qui ne toucheront plus d'indemnités de chômage, voilà ce qu'ils appellent créer des emplois.

Et puis ces pauvres patrons ont décidément trop de charges, ce n'est plus profitable d'investir ! Pour que cela vaille la peine, c'est-à-dire pour que leur niveau de profits soit préservé, par ces temps de crise, il leur faudrait « un allègement réel de 10 % des charges des entreprises » et ainsi « 500 000 emplois seraient sauvés ou créés ». Un tel relèvement des charges coûterait d'après Le Monde 50 milliards de francs, somme qu'ils demandent au gouvernement de prélever par le biais des impôts dans la poche des salariés. Et cela ne suffit pas. Ce qu'ils réclament surtout avec de plus en plus d'insistance, c'est de supprimer les acquis sociaux, faire glisser les seuils de 10 à 20 salariés et de 50 à 100 « pour gommer les contraintes sociales et fiscales déclenchées par

le franchissement de ces seuils ».

Autrement dit, finis certains acquis sociaux, finis les délégués du personnel, les comités d'entreprise dans les PME. Finies certaines protections syndicales, certaines possibilités de défense et d'organisation des travailleurs. Tel est le rêve, le désir le plus cher des petits et moyens patrons.

Culottés, ces patrons ? Sans doute. Mais ils ne sont pas fous. Ils savent que la crise peut être l'occasion pour revenir en arrière sur les acquis sociaux et pour avoir les mains encore plus libres pour exploiter, comme bon leur semble, les travailleurs qui ont encore un emploi. Et puis, ils savent que ce gouvernement, depuis près de trois ans, n'a fait que leur céder encore et plus que ce qu'ils demandaient. Alors, ils en réclament davantage.

Cécile BERNIER

CHÔMAGE EN HAUSSE

Le chômage ne cesse de monter et les chiffres de décembre 1983 viennent le confirmer. Finis les communiqués de satisfaction d'il y a quelques mois. Ni les retraites anticipées, ni les contrats de solidarité ne parviennent plus à masquer la tendance à la dégradation rapide de la situation de l'emploi. En chiffres corrigés des variations saisonnières, il est de 2 118 600 pour le mois de décembre ; en augmentation de 1 % sur le mois précédent et de 4,5 % sur l'année dernière. En données brutes, de 2 227 200.

Le cap des 2 millions de chômeurs est donc largement dépassé, d'après les chiffres officiels eux-mêmes qui ne prennent pourtant pas en compte les 130 000 personnes à la recherche d'un travail partiel, ni les « découragés » et tous ceux qui ne sont plus indemnisés et qui ont été rayés de l'ANPE.

Et ça va de mal en pis. Rien qu'en décembre dernier, 35 000 personnes ont été licenciées pour des raisons économiques, soit 18 % de plus que le mois précédent. Le chômage partiel touche en outre déjà plus d'un million de travailleurs (1 276 000 exactement). Et ni le patronat, ni le gouvernement, n'ont l'intention de s'arrêter en si bon chemin puisque des licenciements massifs sont prévus dans les principales branches de l'industrie.

La crise n'a pas cessé de s'approfondir et même si, momentanément, la gauche a pu par des artifices, voire parfois aussi par des tours de passe-passe au niveau des chiffres, faire croire qu'elle remédierait au chômage, elle se montre aujourd'hui plus clairement que jamais, comme la droite, au service du patronat qui protège ses profits en rentabilisant ses entreprises sur le dos des travailleurs.

Maire satisfait de son entretien avec Mitterrand

Maire est sorti satisfait de son entretien à l'Elysée. Pour lui, « le président de la République avait la volonté de voir les organisations syndicales discuter non seulement des problèmes sociaux, mais aussi exprimer leur point de vue sur les problèmes industriels et économiques ».

Ce que réclame le leader de la CFDT, à savoir d'être associé d'une façon ou d'une autre aux décisions concernant la gestion économique, Mitterrand ne le lui aurait ainsi pas refusé, et pour cause. Car le pouvoir, de même que les patrons, ne demande pas mieux que de voir les syndicats apporter leur caution aux restructurations et licenciements qui se profilent à l'horizon. Ils sont même prêts à y mettre le prix... en organisant quelques réceptions de syndicalistes et quelques séances de tapis vert. Maire s'était plaint de l'insuffisance de concertation, en particulier avec la CFDT, à propos de Talbot, eh bien, il apparaît qu'il va être



servi et que Mitterrand l'a rassuré. Maire a encore déclaré, en sortant de l'Elysée, avoir « la certitude » que « le temps des méthodes à la Talbot est révolu ». Pas le temps des licenciements, mais ça, c'est

une autre affaire. Celle des travailleurs eux-mêmes, car, apparemment, pour ce qui est des dirigeants syndicaux, tant Maire que Krasucki ou Bergeron, leurs préoccupations sont ailleurs.

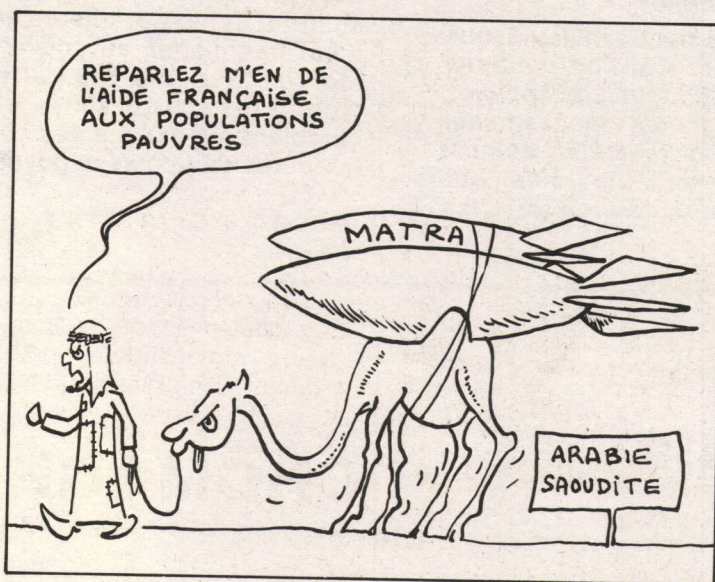
L'année s'annonce bonne pour les marchands de canons

Le gouvernement a signé mercredi 11 janvier un contrat de vente d'armes à l'Arabie Saoudite de 35 milliards de francs. Thomson-CSF et Matra seraient les principaux fournisseurs de batteries de défense anti-aérienne et de simulateurs de tir.

Alors que l'arsenal de Lorient s'apprête à livrer à l'Arabie Saoudite, en vertu d'un contrat précédent de 14 milliards de francs, une première frégate, il s'agit là du plus important contrat de ventes d'armes à l'étranger signé depuis longtemps puisqu'il égale à lui tout seul l'ensemble des contrats de vente d'armes passés en 1983. Voilà qui devrait redonner de la bonne humeur aux industriels et aux experts du gouvernement qui s'inquiétaient de la baisse des ventes d'armes en 1983 par rapport à 1982.

Mitterrand qui, à peine quatre mois après son élection, s'était rendu en première visite officielle à Ryad peut être satisfait. Il a bien travaillé pour les industriels français, ce que la Bourse traduisait à sa façon, dès le lendemain de la signature du nouveau contrat, par une montée des actions de Thomson-CSF. Les marchands de canons, aidés par leurs représentants de commerce du gouvernement, continuent donc à faire leur beurre en pleine crise en vendant des armes aux pays sous-développés.

G.F.



Service après-vente

Au moment où la France vient de conclure un fabuleux contrat de vente d'armes à l'Arabie Saoudite et propose encore ses exportations de matériel militaire, on apprend qu'un protocole d'accord a été signé entre Charles Hernu, ministre de la Défense, Bérégovoy, ministre de la Solidarité nationale, et Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la Santé.

Il permettra une assistance médicale aux pays sous-développés en guerre pour coordonner les moyens civils et militaires. En particulier, il permettra de satisfaire les besoins des armées en maintenant les capacités et le fonc-

tionnement des services civils de santé.

Bref, on va construire des hôpitaux civils pour remettre sur pied les militaires victimes de nos armements.

Après les cadeaux aux trusts de l'armement, le gouvernement n'oublie pas ceux du bâtiment et de la pharmacie.

ON NOUS COMMUNIQUE

Les groupes 75, 168, 383 d'Amnesty International organisent le jeudi 2 février 1984, à 20 h 30, 177, rue de Charonne 75011 Paris, une réunion d'information sur les prison-

niers d'opinion et la situation des droits de l'homme en Yougoslavie. Le film *Qui chante là-bas ?*, de Slobodan Sijan, sera également projeté.

SUBVENTIONS EN HAUSSE, INVESTISSEMENTS EN BAISSÉ

L'équilibre à la Delors

Le temps des étrennes n'est pas terminé. Les patrons viennent de se voir accorder par le ministère de l'Economie et des Finances, une enveloppe de 60 milliards de francs pour l'année 1984, au titre des prêts bonifiés. Soit une augmentation de 20 % par rapport à 1983 des crédits accordés aux entreprises à des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché. C'est tout avantage pour les patrons, d'autant que ce sont les contribuables qui payent, puisque la différence entre taux privilégiés et taux du marché est prise en charge par le budget.

En théorie, tout au moins, ces prêts ont pour fonction de favoriser l'investissement des entreprises. Or l'INSEE note que la baisse du volume de l'investissement industriel atteindrait 4 % en 1983, 9 % en deux ans. Les patrons crient à la récession économique, à l'étranglement financier, pourtant, comme le souligne Georges Marchais dans son rapport au Comité central, de 1980 à 1983, les dotations et prêts aux entreprises ont augmenté de

82 % et les profits se sont accrus de 25 % en valeur réelle entre le deuxième semestre 1981 et le deuxième semestre 1983. Mais cela ne les a pas empêchés de licencier massivement.

Tout cet argent, ils l'utiliseront à autre chose. En pratique, ce sont plus de 60 % des ressources dont disposent les entreprises, soi-disant pour développer l'activité et investir, qui sont détournées vers les opérations financières. Spéculations, exportations de capitaux, placements financiers, eux, vont bon train. Evidemment, cela ne crée pas un seul emploi de plus.

En 1984, les licenciements vont être encore plus massifs. On nous l'a annoncé sur tous les tons. Mais grâce à la sollicitude du gouvernement, les patrons disposeront de plus d'argent encore pour leurs spéculations financières. Et les travailleurs, eux, en disposeront d'encore moins, puisque c'est dans leurs poches que le gouvernement va chercher de quoi arroser les patrons !

LA GAUCHE AU GOUVERNEMENT

Les shérifs au pouvoir

Le gouvernement n'est décidément pas regardant sur les moyens quant à l'application de sa politique de lutte contre ce qu'il appelle « l'immigration clandestine ».

Le 18 janvier, le foyer de travailleurs immigrés de Gonesse, géré par l'association patronale, l'ADEF, a été investi par la police. Aussi scandaleux soit-il en lui-même, ce fait n'aurait rien de bien exceptionnel : la police, sous Mitterrand comme sous Giscard, ne s'est jamais gênée pour perquisitionner les foyers de travailleurs immigrés, interroger leurs occupants et embarquer ceux qui lui paraissaient « suspects » en ne s'embarrassant guère de prétextes. Pourtant, à Gonesse, ce n'était pas la police qui dirigeait l'opération mais... un huissier qui, selon *Libération*, qui rapporte l'information, interrogeait les travailleurs, leur demandait leurs papiers, exigeait qu'ils justifient de leurs ressources et saisissait ce que bon lui semblait. La police, présente sur les lieux, n'était là que pour seconder ce shérif d'un genre nouveau.

Il ne s'agit pas là d'une « bavure », mais bien d'une

décision de l'ADEF et des pouvoirs publics. En effet, l'organisme patronal a demandé et obtenu des tribunaux l'autorisation pour ses huissiers de « pénétrer dans toutes les chambres, avec, si besoin est, l'assistance de M. le commissaire de police et d'un serrurier pour contrôler l'identité des occupants qui devront justifier de leur identité et de leurs moyens de subsistance ». Ils pourront aussi « appréhender tous les documents pouvant établir l'identité de l'occupant ». C'est donc ainsi que les choses se sont passées à Gonesse.

A Gonesse, 103 travailleurs immigrés ont été contrôlés dans ces circonstances et 3 d'entre eux, « sans papiers », arrêtés. Cette procédure qui aboutit à conférer à un huissier des pouvoirs plus importants encore que ceux d'un officier de police est parfaitement illégale.

A tel point, d'ailleurs, que le GISTI, une association de travailleurs immigrés qui avait eu vent de la décision de l'ADEF de faire intervenir ses huissiers contre le foyer de Saint-Gratien, a réussi à faire annuler les pouvoirs de police de l'huissier par le tribunal de Pontoise. Mais cela n'a pas empêché l'ADEF de récidiver à Gonesse.

La loi ? Les associations patronales, la police, et les pouvoirs publics ne sont à cheval dessus que lorsque cela les arrange. Qu'elle les gêne tant soit peu et ils s'assoient dessus. La preuve !

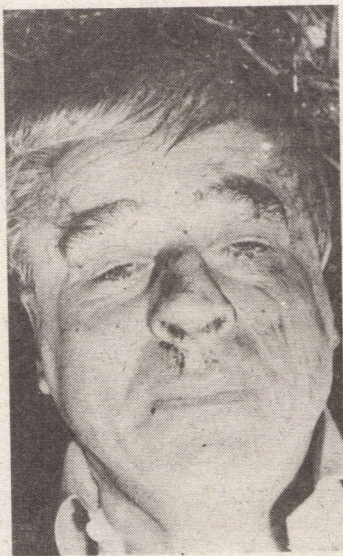
Michel RITTER

AFFAIRE BOULIN

Un pavé dans la mare ?

L'affaire Boulin refait surface avec les affirmations répétées des enfants et de la femme de l'ancien ministre, disant qu'il s'agirait non d'un suicide, mais d'un assassinat.

Rappelons que Robert Boulin, alors ministre du Travail, avait été retrouvé mort le



Tête de noyé

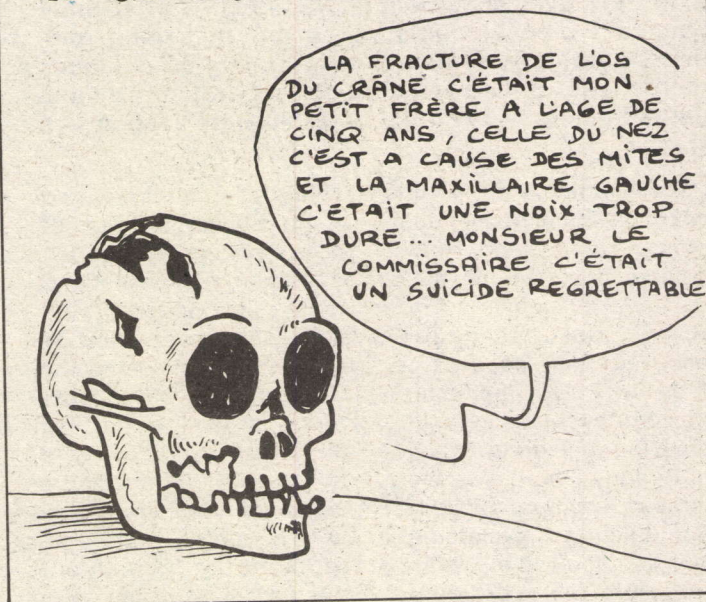
29 octobre 1979 dans l'étang de Rambouillet. Tout le monde à l'époque avait conclu qu'il s'était suicidé à la suite de l'affaire de Ramatuelle: un terrain de 2 hectares près de Saint-Tropez, acquis à des conditions avantageuses (40 000 F) à un escroc. Affaire qui avait fait un scandale. De plus, Boulin avait envoyé des lettres mettant en cause ses « propres amis politiques » et dénoncé Peyrefitte, alors garde des Sceaux, qu'il disait « plus préoccupé par sa carrière que du bon fonctionnement de la justice ».

La famille défendait à l'époque la thèse du suicide. Aujourd'hui, elle accuse Robert Barbat, procureur de la République de Versailles, de « forfaiture » et de « camouflage », et dénonce publiquement le contenu du rapport de novembre 1981, concluant la première autopsie: « L'examen du crâne n'est pas effectué, sur directive du procureur de la République », précisait-il. Aucun examen des poumons n'y

était signalé non plus, examen pourtant seul capable de confirmer de façon indubitable la thèse du suicide par noyade. Par contre, la contre-expertise effectuée en novembre 1983 révèle une fracture du nez, du maxillaire gauche et des os autour de l'œil droit. Les experts déclarent que « ce traumatisme appuyé correspond à un choc direct ou à une chute sur une substance dure ou contondante », ce qui s'accorde quand même vraiment très mal avec la thèse du suicide... à moins bien sûr que Robert Boulin ait fait, en se noyant, une très mauvaise chute pour n'avoir pas remarqué qu'il n'y avait plus d'eau dans la mare !

Mais cela n'empêche pas les magistrats mis en cause de s'indigner et d'en appeler au président de la République. Et Badinter lui-même, premier magistrat du pays, vole à leur secours, les couvre, se retourne même contre la famille contre laquelle il vient de porter plainte ! Il est vrai qu'il était lui-même avo-

LE CRANE DE ROBERT BOULIN AVOUE :



cat de la famille Boulin en 1981, et donc très bien placé pour savoir ce qu'il en était vraiment de la façon dont l'enquête était menée...

En tout cas, sa solidarité avec les hommes de ce grand corps d'Etat qu'est la justice

reste ferme. Quant à savoir la vérité sur ce qui est vraiment arrivé à Boulin, par qui et pourquoi, c'est une tout autre histoire, qui a toutes les chances de ne jamais nous être racontée.

Laurence VINON

Mitterrand au commissariat

« Tous les policiers de France ont notre estime », a répété Mitterrand sur tous les tons, lors de sa descente dans les commissariats parisiens. Il leur fait même tellement confiance qu'il n'a pas hésité à choisir un vendredi 13 pour cela, bravant tous les mauvais augures.

Tout s'est bien passé pour lui. Il n'a été victime d'aucune bavure, si ce n'est qu'un gradé a profité de son passage pour se plaindre des mauvaises actions de la Fédération autonome des syndicats de police, syndicat majoritaire parmi les policiers. Il a bien serré par erreur la main d'un « interpellé », qu'il avait confondu avec un policier, mais personne ne lui en a tenu grief tant la méprise est facile.

Décidément, après Hernu qui est allé passer ses réveillons dans des salles de corps de garde de l'armée française au Tchad et au Liban, on peut dire que les gouvernants socialistes font une cour assidue à tout ce qui porte un uniforme.

Mais s'ils répètent sur tous les tons qu'ils donnent leur estime et font confiance à la police comme à l'armée, la réciprocité en est-elle plus vraie pour autant ? Certainement pas. Car Mitterrand aura beau faire des ronds de jambe, il sera toujours marqué, aux yeux de la hiérarchie et de bien des membres de ce corps d'Etat réactionnaire, du péché originel de se dire un homme de gauche, de chercher à avoir les syndicats ouvriers de son côté, d'avoir pris des ministres communistes dans son gouvernement.

Le gouvernement peut compter sur la police pour intervenir

contre des ouvriers en grève, comme récemment à Talbot. Mais s'il a affaire à des attaques de l'extrême-droite, ce sera probablement différent comme l'a déjà montré en juillet dernier la complaisance des unités de police censées contenir une manifestation de policiers conduite par l'extrême-droite qui avaient montré fort peu de zèle.

En multipliant les courbettes et les veuleries, en s'aplatissant devant la police et l'armée, le gouvernement, loin de s'en faire respecter, contribue au contraire à renforcer leur arrogance et leur mépris non seulement pour la gauche mais pour les travailleurs qu'ils mettent dans le même sac.



Mitterrand et la police: une visite d'amitié, ça ne protège pas des coups en vache.

Delors sur la trace des fuites de capitaux

Mais quelle mouche a donc piqué Jacques Delors au cours du congrès du Mouvement socialiste européen, pour qu'il propose de pénaliser les capitaux européens qui s'expatrieraient vers les Etats-Unis ?

Il s'est donc indigné que près de 150 milliards de dollars aient trouvé refuge aux Etats-Unis en 1983 et que ce chiffre risque d'atteindre les 300 milliards de dollars en 1988. Delors se déciderait-il vraiment à pourfendre les riches ?

Mais de toute façon ce n'est pas pour demain. Car le discours de Delors n'est pas une

profession de foi du gouvernement français. C'est une simple proposition adressée à tous les gouvernements européens, qui sont bien sûr loin d'être d'accord. Le ministre ouest-allemand s'est d'ailleurs empressé dès le lendemain d'y répondre: « Nous refusons catégoriquement tout contrôle concernant les mouvements de capitaux ».

Et pour ceux qui auraient pu ne pas comprendre qu'il ne s'agissait que de l'énoncé d'un principe, l'entourage du ministre a fait savoir (ainsi que le rapportent Les Echos du 18/1)

qu'il fallait « replacer (ses) déclarations dans un contexte de congrès politique » et qu'il n'était pas question d'arrêter les placements des banques centrales européennes outre-Atlantique, car « cela ne suffisait pas à refaire le marché ».

Autant de formules élégantes pour signifier que les propos de Delors seraient évidemment sans conséquence.

Sûr qu'avec Super-Delors aux commandes, les requins de la finance et les spéculateurs de tout poil ont encore de beaux jours !

Manifestation à Lyon contre Le Pen, mais pas contre la politique gouvernementale qui lui fournit ses troupes

Pour protester contre la tenue à Lyon d'une réunion du Front National avec Jean-Marie Le Pen, la gauche avait appelé, samedi 14 janvier, à un rassemblement. Organisée par les syndicats (CGT, CFDT, FEN) et les partis de gauche (PCF, PS, PSU), soutenue par de nombreuses organisations, dont certaines d'extrême-gauche, cette manifestation a rassemblé plusieurs milliers de personnes.

Un succès, ont titré les journaux, qui ont insisté sur l'aspect unitaire du rassem-

blement.

Mais si conspuer Le Pen est une chose, saper les bases de sa politique en est une autre. Or, même si la gauche appelle à manifester dans la rue, toute sa politique au gouvernement, non seulement ne s'apaise pas les bases du mécontentement et du racisme que l'extrême-droite exploite, mais au contraire les renforce.

En décevant ceux qui l'ont portée au pouvoir, en faisant supporter de plus en plus le poids de la crise aux travailleurs et à la population pauvre, la politique de Mitterrand et de Mauroy accumule contre toute la gauche, contre les partis qui sont au gouvernement mais aussi contre la classe ouvrière et tous ceux qui se sentent de gauche, rancœurs et colère. C'est cette politique qui fournit des électeurs à Le Pen, qui fait que certains prêtent une oreille attentive à sa démagogie raciste et xénophobe, dont les occasions lui sont fournies par les gouvernants: des propos méprisants de Mauroy l'an dernier sur les grévistes de Citroën-Aulnay, manipulés selon lui par les ayatollahs aux descentes de police dans les foyers d'immigrés, dans le cadre de la chasse aux « clandestins », et aux licenciements massifs des OS de Talbot-Poissy.

Tout le reste, poignée de mains aux jeunes des Minguettes, manifestation anti-raciste, apparaît alors bien dérisoire contre Le Pen.

Sylvie MARECHAL

Terrorisme et guéguerre des polices

Aux cris entre autres de « *FLNC non* » et de « *Non à la violence* », deux nouvelles manifestations se sont déroulées le 18 janvier à l'appel de la CGT et de la FEN, avec le soutien du PS, du MRG et d'autres syndicats d'enseignants. Elles ont rassemblé plusieurs centaines de personnes à Bastia où quelques accrochages ont eu lieu avec des séparatistes, et plusieurs milliers — le chiffre de 5 000 a été avancé — à Ajaccio.

Une fraction non négligeable de l'opinion publique corse a donc tenu à se déclarer ouvertement hostile sinon aux objectifs du moins aux méthodes employées par les séparatistes du FLNC, méthodes qui contribuent à créer un climat de tension et d'insécurité dans l'île. Les événements de ces derniers jours sont d'ailleurs révélateurs. Dans la nuit du 18 au 19 janvier, quatre explosions secouaient Corte, trois véhicules de continentaux et un bâtiment EDF étaient visés. Le 17 janvier, la voiture d'un enseignant d'origine continentale, depuis une dizaine d'années en Corse, était plastiquée. L'attentat — non revendiqué mais bien dans le style du FLNC — avait été précédé d'envoi de lettres de menace que d'autres enseignants également non originaires de l'île auraient eux aussi reçues. C'est d'ailleurs après de tels avertissements que le professeur de Bastia, Tennevin, avait préféré quitter l'île la semaine dernière.

Intimidation, représailles, actes terroristes, tels sont donc les moyens d'action des militants du FLNC pour qui, manifestement, le premier, voire le seul crime dont ceux qu'il vise sont coupables, est de n'être pas nés dans l'île. On ne voit vraiment pas en quoi le départ de tous les enseignants non originaires de Corse, que le FLNC semble souhaiter, pourrait améliorer un tant soit peu la situation de l'île et de sa population, si tant est que cela soit vraiment l'une de ses préoccupations. Et quoi que l'on puisse penser de la revendication d'indépendance de la Corse, de l'expression de ce mini-nationalisme à une époque où le problème qui est posé n'est certes pas

celui de la création de nouveaux appareils d'Etat derrière de nouvelles frontières mais bien celui de leur abolition, les méthodes du FLNC semblent relever avant tout d'une volonté de démonstration bruyante de son existence, de sa capacité à tenir en échec les forces de police de l'Etat français... en se gardant bien jusqu'à présent de s'en prendre à ses représentants les plus directs que sont par exemple commissariats, casernes de la Légion ou perceptions. Car encore une fois, les enseignants ou même l'EDF ne sont quand même pas les instruments les plus choquants de cette oppression française sur la Corse que prétend combattre le FLNC. Et si quelques milliers de personnes ont défilé dans les rues des deux principales villes de la Corse le 18 janvier, avec des slogans hostiles au FLNC, cela tient probablement en partie à cela et à l'incompréhension de cette politique.

Mais il est vrai que le souci de se faire comprendre de la population corse, sans parler de celui de se faire comprendre de la population « continentale » et en particulier de tous ceux qui subissent justement l'oppression de l'Etat bourgeois français, les travailleurs, n'a strictement rien à voir avec la politique du FLNC. C'est indépendamment et hors de tout contrôle de la part de la population y compris corse, que le FLNC décide et poursuit son action.

Cela ne l'empêche cependant pas de trouver des appuis suffisants pour que la police cherche à éviter les affrontements trop spectaculaires qui risqueraient de solidariser une partie de la population avec lui. C'est ainsi que le 14 janvier dernier, à Serriera, l'enterre-

ment du militant FLNC, Etienne Cardi, tué par sa propre bombe dans la nuit du 9 au 10 janvier, a pu donner lieu à une manifestation nationaliste. Malgré l'interdiction signifiée par les services de police, des militants en cagoule ont participé à la cérémonie et tiré une salve d'honneur à son issue, au nez et à la barbe des policiers qui étaient présents et des gendarmes mobiles déployés. La prudence de la police qui laissa se dérouler la cérémonie n'a pas empêché un incident d'avoir lieu lorsqu'un commissaire tenta d'interpeller les hommes en cagoule, qu'il fut violemment pris à parti par l'assistance... et protégé par des membres du service d'ordre du FLNC tandis que les gendarmes mobiles ne bronchaient pas. Face au véritable défi aux forces de l'ordre que représentait la présence à l'enterrement de militants armés et encagoulés, gendarmes mobiles et policiers du commissaire Broussard n'avaient visiblement pas reçu les mêmes consignes.

La droite profite de ces incidents pour reprocher au gouvernement son incapacité à faire respecter l'autorité de l'Etat en Corse. Et pour preuve de sa fermeté, le gouvernement vient de nommer une commission pour enquêter sur l'attitude des forces de l'ordre à Serriera. Mais le gouvernement n'est pas près de régler le problème corse sur lequel les gouvernements précédents avaient déjà été tenus en échec.

Lucienne PLAIN

RFA

Drame à l'état-major... et peut-être crise de cabinet

Est-il homosexuel ou pas ? C'est la question dramatique qui angoisse la « classe politique » allemande à propos du général Kiessling, l'ex-plus haut gradé de la Bundeswehr et ex-commandant en chef adjoint des forces de l'OTAN en Europe, limogé par le ministre de la Défense.

Pensez donc ! un général homosexuel, cela « mettrait la sécurité du pays en danger ». Il fallait agir !

Or, « l'affaire » a rebondi le 15 janvier avec la découverte d'un sosie de l'officier qui fréquentait effectivement les « bars gay » de Cologne. Plainte de l'ex-général qui clame son « innocence », etc.

Les services du contre-espionnage militaire avaient pourtant affirmé détenir des « preuves ». Bref, rien n'est simple et tout se complique. Ce n'est

AMÉRIQUE CENTRALE

Les Etats-Unis renforcent leur arsenal militaire

Deux documents confidentiels datés de novembre 1983, cités par l'AFP et rapportés par le journal *Le Monde* du 19 janvier, précisent l'aide militaire qu'entendent, pour les années à venir, fournir les Etats-Unis au Salvador et contre le régime du Nicaragua.

La pierre angulaire pour le « commandement sud » de l'armée américaine, indique l'un des rapports, se trouve au Honduras qualifié de « plaque tournante entre le Nicaragua et Cuba ». Installations militaires pour un montant de 21 millions de dollars, base sur la côte des Caraïbes pouvant recevoir 3 200 hommes d'un coût de 32 millions de dollars, présence permanente de l'armée américaine font partie des projets, pour certains en cours de réalisation. Le gouvernement américain ne veut en aucun cas que l'Amérique centrale échappe à son contrôle. Il s'agit donc d'assurer sa présence militaire accrue au Honduras, menace encore plus lourde sur le Nicaragua, et de réaffirmer la puissance de l'impérialisme américain aux yeux de Cuba.

Le Pentagone a déjà annoncé que les prochaines manœuvres sur le territoire hondurien en juin 1984 seront aussi importantes

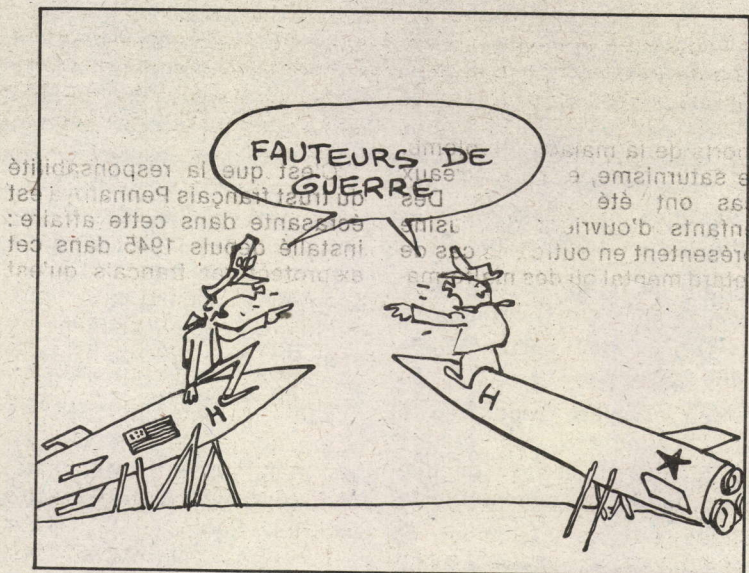
que les précédentes, qui avaient mobilisé plus de 5 000 soldats de septembre 1982 à février 1983, et qu'une attaque aérienne simulée se déroulera fin janvier, non loin de la frontière avec la Nicaragua, en réponse à une invasion nicaraguayenne supposée. L'exercice concernera 2 000 hommes.

Quant au document concernant le Salvador, il estime à 1,4 milliard de dollars l'aide américaine nécessaire pour obtenir une victoire des forces gouvernementales sur la guérilla avant le 31 octobre 1985. C'est ni plus ni moins une nouvelle armée, avec 52 unités anti-guérilla et sept bataillons d'intervention rapide que veulent constituer les Etats-Unis, ce qui ferait passer les effectifs militaires pour le gouvernement salvadorien de 32 880 actuellement à 49 800 hommes. Le montant des fonds américains débloqués pour le maintien de l'ordre au Salvador devrait ainsi tripler par rapport aux deux années précédentes.

C'est dire les efforts que les Etats-Unis sont décidés à faire pour tenter de mater les guérillas au Salvador, renforcer les pressions militaires sur le Nicaragua et conserver sa mainmise sur l'Amérique centrale malgré la volonté des peuples.

Annick MORIZET

Conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe



d'ailleurs pas fini, le camp d'en face contre-attaque.

Et, après le scandale du ministre de l'Economie et des Finances qui aurait touché des pots de vin, c'est maintenant le ministre des Armées qui est sur la sellette et les assises du

gouvernement Kohl qui sont ébranlées. Tout ça parce que dans cette société, il est très mal vu d'être ne serait-ce que « soupçonné » d'homosexualité. Mais être général, assassin en chef, ça n'a paraît-il rien de dégoûtant.

F.F.

L'intervention militaire française attise les rivalités intérieures

La table ronde organisée à Addis-Abeba par l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), pour tenter de réconcilier les différentes factions qui s'affrontent au Tchad, a échoué.

Hissen Habré n'a pas daigné se déranger pour rencontrer Goukouni Oueddeï. Fort du soutien de l'armée française, il n'accepte pas d'être mis sur un pied d'égalité avec ses opposants et réclame qu'on le considère comme seul représentant légitime du Tchad. Ce que ses adversaires ne veulent évidemment pas accepter.

Ainsi la présence française au Tchad, loin d'être un facteur d'apaisement des tensions intérieures, est de fait un obstacle à toute tentative d'accord. Elle ne laisse pas d'autre choix aux opposants d'Hissen Habré que de continuer à lutter contre lui les armes à la main.

La présence française au Tchad n'est pas un gage de paix, comme le prétend le gouvernement. Tout au plus est-elle un gage de la fermeté d'Hissen Habré dans la guerre civile qui sévit là-bas.

Et l'armée française, en attendant de faire mieux, a déjà dépensé 1,5 milliard de francs pour quelque trois mille hommes qui, l'arme au pied jusque-là, finiront par être engagés dans des combats.

Claude CHARVET

TROP POLI POUR ETRE HONNETE

Selon le général Poli, qui commande les troupes françaises au Tchad, le nord du pays serait « en voie d'annexion... par la Libye » !

« La Libye assure sa mainmise sur les principales localités de la région », a affirmé le successeur de Bugeaud, elle a pour objectif final l'installation à N'Djaména d'un régime qui lui soit favorable ».

Une piste d'atterrissage plastifiée aurait été aménagée par les Libyens dans la palmeraie de Faya-Largeau.

Les troupes et les officiers français, qui ont d'après le journal *Le Monde* — très admiratif — un « moral d'acier » et un « matériel impressionnant », réclameraient-ils un peu d'exercice ?

Les propos du général Poli n'ont pas eu l'heur de plaire au ministre de la Défense, qui a publié une mise au point dans laquelle le général Poli dément avoir parlé « d'annexion par la Libye » devant l'envoyé spécial du *Monde*, J.C. Pomonti, et celui de l'AFP, J.E. Barbier.



Le général Poli (à droite) : rêve-t-il d'en découdre avec la Libye ?

Le Monde pour sa part confirme pourtant que tels ont bien été les propos du général.

Voilà le ministère de la Défense dépassé par la bonne volonté du général en chef de l'opération Manta, prêt à partir en guerre contre les « annexions libyennes ».

Par contre, tout le monde sait bien que le gouvernement

français, lui, n'a pas de telles visées expansionnistes. Contrairement à la Libye, la France n'a pas pour but final d'installer à N'Djaména un régime qui lui soit favorable — puisque c'est déjà fait — ni non plus d'annexer le Tchad, puisque, on le sait, la France est déjà chez elle au Tchad.

F.F.

GUADELOUPE

Pointe-à-Pitre : intervention policière à Radio-Unité

Radio-Unité, une radio indépendante, soupçonnée d'avoir des liens avec l'ARC à qui sont attribués les attentats récents en Guadeloupe, a été bâillonnée par la force :

« Mercredi 4, dès 4 heures du matin, plusieurs dizaines de CRS et gendarmes mobiles avaient assiégé le quartier, autour de la tour Frébault où se trouve le studio de Radio-Unité.

Ces forces de répression attendaient les premières heures d'émission pour agir. Effectivement à 6 heures du matin, barres de fer, cisailles et mitraillettes en main, elles envahirent brutalement le studio alors que les animateurs qui s'y trouvaient s'apprêtaient à émettre. La porte blindée qui protège le studio fut littéralement forcée au niveau des deux serrures. Les trois animateurs qui étaient sur les lieux, à peine eurent-ils le temps de comprendre ce qui arrivait qu'ils furent entourés de toutes parts. Les forces de répression avaient également pénétré par une fenêtre qui donne directement accès au studio, au 15^e étage de la tour Frébault. Les locaux furent entièrement mis sens dessus-dessous. Rien ne fut ménagé, ni meubles, ni appareils, ni même les toilettes

rent de force jusqu'à leurs voitures les trois animateurs de Radio-Unité, les mains attachées dans le dos par des menottes.

Ces manœuvres brutales, ce coup de force contre Radio-Unité ne passèrent pas inaperçus. Une centaine de personnes eurent le temps de se rapprocher des lieux pour protester et exprimer leur mécontentement. Les forces de répression furent invectivées et reçurent des pierres. Elles utilisèrent des grenades lacrymogènes pour disperser la foule.

Le pouvoir colonial, après avoir arrêté 12 militants anticolonialistes, en majorité des animateurs de Radio-Unité, s'est attaqué directement à cette radio en la réduisant au silence. (...)

De tels procédés ont révolté de nombreux auditeurs de la radio et surtout plusieurs dizaines de jeunes qui se sont rassemblés toute la matinée devant la radio. Deux cent cinquante personnes ont manifesté spontanément dans les rues de Pointe-à-Pitre, s'arrêtant au carrefour pour expliquer à la population ce qui se passait. Celle-ci témoignait de sa sympathie.

Information : Combat Ouvrier 7/1/84

Tous les fils furent coupés, arrachés. Sans aucune précaution, le matériel de radio fut emporté. C'est ainsi que l'antenne fut carrément lancée du 15^e étage vers le sol.

Après avoir effectué ce travail, gendarmes et CRS traînèrent

Mardi 17 janvier, une manifestation appelée par 14 organisations politiques et syndicales a regroupé, d'après *Le Monde*, 3 000 manifestants dans les rues de Pointe-à-Pitre. Il y a eu, semble-t-il, des heurts avec la police.

PACIFISTES INVOLONTAIRES...

Giscard d'Estaing, qui ne sait plus quoi faire pour qu'on ne l'oublie pas, vient de demander une commission d'enquête sur le raid de l'aviation française à Baalbek, le 17 novembre dernier.

Il faut dire qu'au travers des informations rares et contradictoires qu'a pu recueillir la presse, il semble bien que ce raid, destiné à « punir » les milices chiites libanaises, accusées de l'attentat de Beyrouth contre les forces françaises, ait été un échec sur le plan militaire.

Les avions auraient bien atteint la caserne Cheikh-Abdallah, mais celle-ci était vide au moment du bombardement. Un paisible berger qui se trouvait dans les parages fut tué. Quelle victoire pour nos valeureux aviateurs !



Liban : les soldats français dits « de la paix » entraînant des soldats libanais de l'armée de Gemayel.

Mais après tout, les soldats dits « de la paix » ne sont paraît-il pas là pour faire la guerre. Alors, s'ils ne réussissent pas à la faire, il n'y a pas

de quoi pleurer. Le mieux serait même qu'ils plient armes et bagages et quittent le Liban au plus vite.

A.L.

MAROC

Oued-El-Heimer : le capitalisme tue

Le profit dévaste, le profit détruit, le profit tue : c'est ce que peut illustrer le village de Oued-El-Heimer au sud d'Oujda (3 500 habitants) au Maroc.

Dans ce village est installé depuis longtemps la fonderie de plomb de la société Zellidja. Depuis 1971 cette société, qui appartenait jusque-là au trust français Pennaroya, est devenue marocaine. Pennaroya d'ailleurs détient toujours 14 % des actions et continue de fait à gérer et orienter la marche de l'usine.

Les fonderies empoisonnent tellement la région que l'air, l'eau, le sol sont déjà gravement pollués. Le cheptel n'a pas résisté à ce traitement et

les animaux domestiques ne vivent pas dans un rayon de plusieurs kilomètres autour de l'usine. 39 enfants sont déjà morts de la maladie du plomb, le saturnisme, et 66 nouveaux cas ont été détectés. Des enfants d'ouvriers de l'usine présentent en outre des cas de retard mental ou des malformations dès la naissance. Le taux de mortalité ne cesse de croître et de nombreux ouvriers de la fonderie meurent de cancers du sang ou de lésions pulmonaires.

Jusqu'à présent le gouvernement marocain est resté sourd à toutes les protestations suscitées par ce scandale. Et récemment le syndicat maro-

cain, l'UMT, s'est également adressé au gouvernement français pour qu'une enquête soit menée et des résultats publiés.

C'est que la responsabilité du trust français Pennaroya est écrasante dans cette affaire : installé depuis 1945 dans cet ex-protectorat français qu'est le Maroc, utilisant une main-d'œuvre bon marché, il a dû y réaliser et continue de réaliser, n'en doutons pas, des profits juteux. Et c'est pour que Pennaroya fructifie qu'une région entière aujourd'hui est menacée de destruction et que des gens sont condamnés à mourir.

Marie ANTONIN

Alfonsin condamne ses généraux et le déplore



28 officiers généraux mis à la retraite automatique (sur 49 en activité), le départ de 17 amiraux (sur 25), le général Bignone arrêté, puis le général Suarez Mason, tel est le premier bilan de la « démocratisation » entreprise en Argentine par son nouveau président, Alfonsin.

Sur des milliers d'officiers de tous grades, et sur tous ceux qui ont participé à la répression, le nombre de sanctionnés reste somme toute modeste, de même d'ailleurs que la gravité des sanctions.

Parmi les chefs de l'armée écartés, il y en a en tout cas qui gardent le verbe haut. Le général Camps, ex-chef de la police de la province de Buenos Aires, s'est encore publiquement vanté le mercredi 11 janvier, dans une interview au journal allemand *Stern*, de « partager les opinions de Hitler ». « Quelque 5 000 personnes ont disparu pendant que j'étais chef de la police de Buenos Aires. (...) Une majorité de ces subversifs sont morts », a-t-il ajouté, et « les soi-disant mères de disparus sont toutes des subversives ». Un de ses semblables, le capitaine Astis, responsable entre autres de la disparition de deux religieuses françaises, se dore encore tranquillement au soleil de Mar del Plata, la principale station balnéaire d'Argentine.

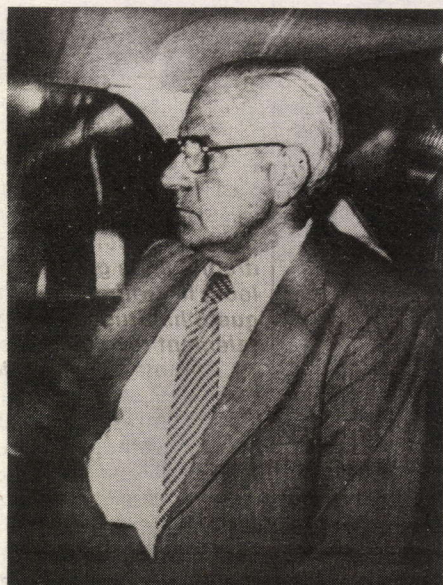
Quant à tous ceux qui passeront devant les tribunaux, ils n'ont pas trop de soucis à se faire. Ils passeront devant des tribunaux militaires et seront donc jugés par leurs pairs. Raul Alfonsin a refusé, contrairement à ce que souhaitaient un certain nombre d'organisations de défense des droits de l'homme, que les jugements soient « politiques ». Lors de sa conférence de presse, le 12 janvier, il a déclaré aux organisations de défense des droits de l'homme : « Plutôt que de châtier, nous devons soigner ». Et il a dit que la multiplication des accusations envers les militaires

« l'attristait ». Par contre, Alfonsin n'est pas attristé par le fait que les militants de l'ERP et des Montoneros, groupes qui furent des cibles militaires du pouvoir, ne puissent toujours pas revenir en Argentine où ils restent passibles de poursuites pour « homicide, association illicite, incitation à commettre des délits, apologie du crime et autres attentats ».

Alfonsin, en bon homme d'Etat bourgeois, est plus sensible au sort des généraux qu'à celui des militants en exil. Et son respect pour l'appareil d'Etat et les forces armées pèse autrement plus lourd que ces professions de foi humanitaires.

Alors même si, à la tête de l'armée, il y a quelques mises à la retraite, voire quelques mises à l'ombre momentanées, l'appareil de répression qu'est l'armée subsiste pour l'essentiel, prêt à servir sous les ordres d'autres chefs, voire d'Alfonsin lui-même. L'armée reste en Argentine, libéralisée ou pas, comme ailleurs, le dernier rempart de l'ordre bourgeois.

Nelly MEYER



Arrestation de l'ancien président le général Bignone

Amérique centrale

Manœuvres américano-honduriennes contre les peuples

Le pilote américain d'un hélicoptère a été tué le mercredi 11 janvier par les soldats du Nicaragua. Les autorités américaines avaient d'abord affirmé que l'hélicoptère survolait le Honduras, non loin de la frontière avec le Nicaragua. Cette version des faits a été contredite par le gouvernement du Honduras, pourtant allié des USA, qui admettait que l'hélicoptère survolait bel et bien, mais par erreur, l'espace aérien du Nicaragua.

De fait, les réactions américaines sont restées pour l'instant fermes, mais seulement au niveau des paroles : « inacceptable », « irresponsable », a déclaré le secrétaire d'Etat américain, George Shultz. Mais il a précisé qu'il n'envisageait pas d'action de représailles, pour l'instant.

Pour l'instant, en effet, les troupes américaines n'envahissent pas le Nicaragua — et si elles voulaient le faire, le gou-

vernement américain saurait se fabriquer un prétexte ou un autre ; il n'y a qu'à se rappeler comment il a justifié l'invasion de la Grenade.

Aujourd'hui, le gouvernement de Reagan mène sa guerre contre le régime sandiniste, par mercenaires interposés. Il préfère armer les anti-sandinistes, les entraîner et les financer. Il transforme les pays frontaliers en autant de bases militaires au service de l'armée US, de la CIA et de ses mercenaires. Et les manœuvres conjointes des armées américaine et hondurienne, au cours desquelles l'hélicoptère a été abattu, visent également à « mettre dans le coup » le gouvernement du Honduras et ses soldats, si nécessaire. Demain, si Reagan décidait d'intervenir directement au Nicaragua, il veut avoir comme infanterie la population des pays qu'il a sous sa botte.

B.G.

Grève générale au Surinam

Depuis le 19 décembre, les 40 000 ouvriers de l'usine de bauxite sont en grève pour exiger la suppression des augmentations d'impôts décidées par le gouvernement du colonel Bouterse.

Depuis, d'autres travailleurs sont venus prêter main-forte.

Le 6 janvier, les ouvriers de la Compagnie d'électricité se sont mis également en grève, privant la capitale Paramaribo de courant et d'eau. Puis, le 13 janvier, ce sont les employés des banques et des compagnies d'assurances qui ont rejoint le mouvement, qui prend ainsi l'allure d'une grève générale.

Le Surinam, petit pays d'Amérique du Sud de 350 000 habitants, est une ancienne colonie hollandaise. Comme tous les pays de cette région, il fait partie de la chasse gardée des USA, qui sont le premier client et le premier fournisseur du pays. Ce qui intéresse les USA, c'est essentiellement la bauxite dont on tire l'aluminium, ressource dont le Surinam tire 80 % de ses exportations et dont il est le 5^e producteur mondial. Les compagnies étrangères, surtout américaines, ont la mainmise quasi totale sur l'industrie. Et si la mine de bauxite est la propriété de la compagnie hollandaise Shell, l'usine de bauxite en grève appartient à la société Suralco, filiale de la société américaine Alcoa.

En février 1980, un coup d'Etat militaire a permis au colonel Bouterse de s'installer au pouvoir. Malgré des déclarations tonitruantes contre l'impérialisme et des grands gestes d'amitié vers Castro, Bouterse s'est bien gardé de toucher tant soit peu aux intérêts américains au Surinam. De plus, en 1982, il a réprimé féroce-ment ceux qui s'opposaient à lui : 15 dirigeants de l'opposition ont été assassinés, et la répression a touché principalement le syndicat des ouvriers de la bauxite, et les mouvements intellec-

tuels et étudiants.

Mais les problèmes de la dictature de Bouterse ont empiré avec l'aggravation de la crise économique et la baisse très importante des ressources tirées de la bauxite. Et c'est le FMI, encore lui, qui avait demandé au régime militaire l'augmentation des impôts et de certains prix, provoquant donc la grève générale.

« Cette grève est une affaire très sérieuse que nous observons de près, de très près », a déclaré le secrétaire d'Etat américain George Shultz, précisant même, à l'attention de ceux qui faisaient le parallèle avec Grenade, que tout cela était tout de même « une affaire intérieure au Surinam ». De telles déclarations ne suffisent en tout cas pas à rassurer Bouterse, qui se sait à la merci des Etats-Unis et craint de fournir un prétexte à leur intervention. Ne s'était-il pas empressé d'expulser une centaine de conseillers et de diplomates cubains après l'invasion de Grenade par les marines américains ?

Et aujourd'hui, ce qui est en cause c'est sa capacité à assurer un certain statu-quo permettant aux grandes compagnies américaines de tirer du Surinam, comme de l'ensemble des pays d'Amérique latine, les matières premières indispensables à l'industrie américaine. C'est là-dessus, sans doute, que les USA jugeront Bouterse acceptable ou non.

Pour l'instant, le dictateur est en train de lâcher du lest vis-à-vis des travailleurs en grève. Il a annulé les augmentations décidées, présenté des excuses aux grévistes qu'il avait traités de « terroristes », et « démissionné » son Premier ministre. Mais, loin d'apaiser les grévistes, il semble que ces mesures ont encouragé les travailleurs à user de leur force pour faire encore reculer le gouvernement.

Bertrand GORDES

Comment s'en sortir... à dos de travailleurs

Sous le titre « Automobile : comment les Anglais et les Italiens se sont sortis d'affaire », le Journal du Dimanche du 15 janvier explique que, pour sortir Peugeot-Talbot et toute l'automobile française de l'ornière, il faudra, comme les Anglais et les Italiens, se résoudre à de lourds sacrifices : licenciements et baisse des salaires.

Il y a six ans, Peugeot rachetait Chrysler-Europe pour « faire » Talbot. A peu près à la même époque, ajoute le Journal du Dimanche, « un autre grand constructeur européen, l'Anglais, British Leyland, était également au bord du gouffre. Trois ans plus tard, c'était l'Italien Fiat. Aujourd'hui, Fiat gagne de l'argent, British Leyland aussi, qui annonce 800 embauches ».

British Leyland : la manière forte

En 1968, avec un million de voitures, 40 modèles, 200 000 salariés, le 6^e rang mondial des constructeurs, British Leyland tient le haut du pavé dans l'automobile britannique. Mais en 1975 la firme accuse un milliard de livres de déficit. Le gouvernement anglais nationalise alors l'entreprise et y injecte l'équivalent de 7,5 milliards de francs, pour rien. En 1977, British Leyland crie qu'elle agonise. Elle ne représente plus, face à la concurrence, que 20 % du marché anglais.

Sous prétexte d'éviter la fermeture, 12 500 suppres-

sins d'emplois sont alors annoncées, ainsi que des hausses de salaire limitées à 5 % (avec une inflation de 16 %). Et l'Etat insuffle un nouveau milliard de livres. Deuxième traitement de cheval en 1979 : 25 000 emplois en moins sur deux ans, la fermeture de 13 usines et la réduction par deux du nombre des modèles de voitures.

Devant le refus des syndicats, la direction va alors organiser un vote direct des salariés : sur 80 % de votants, 95 % acceptent. Dans la foulée, elle licencie le responsable communiste de l'usine de Longbridge et fait la chasse aux syndicalistes et aux militants dans

tout le trust.

En cinq ans, au prix de la fermeture de la moitié des usines, de la suppression de 70 000 emplois, avec au bout du compte des syndicats brisés, les actionnaires de British Leyland ont retrouvé le sourire.

Fiat : en douceur et profondeur

En 1980, c'est la direction de Fiat qui annonce que la firme compte 24 000 emplois de trop. Après l'occupation des usines de Turin, la direction et les syndicats négocient un plan qui stipule que 7 000 salariés partiront en retraite ou en préretraite, que 5 000

seront réemployés dans d'autres activités du groupe et que 17 000 travailleurs seront inscrits à la « cassa integrazione », caisse d'allocations approvisionnée pour l'essentiel par les deniers de l'Etat, qui leur assure environ 3 300 F par mois. Ils continuent à figurer dans les effectifs de Fiat et ont une priorité d'embauche. Mais depuis lors, il n'y a eu aucune embauche et les départs à la retraite n'ont pas été remplacés. Au bout du compte, ce sont 60 000 emplois que Fiat a supprimés. Et la société gagne de l'argent...

Ce qu'on voudrait nous faire croire, c'est que la crise est inéluctable et que, si en France nous ne mettons pas les bouchées doubles, les entreprises ne seront pas concurrentielles par rapport aux entreprises japonaises ou américaines, et qu'elles devront licencier.

USA : traitement de choc

Outre-Atlantique aussi, les travailleurs ont eu à faire les frais de la politique des capitalistes, qui n'entendaient pas perdre un sou. Les patrons ont utilisé aussi la menace du chômage pour réduire les salaires.

Ce fut le cas en 1980 chez Chrysler, où les syndicats ont accepté de renégocier des contrats déjà signés et ont abandonné des avantages salariaux acquis. Ce qui n'empêcha pas le trust de licencier 20 000 travailleurs en trois ans.

Puis en 1982, General Motors et Ford mirent eux aussi leurs ouvriers au pied du mur : réduction des salaires et augmentations des charges de travail, ou la porte. Diminution des congés payés, suppression de la prime de productivité, suppression de réajustements salariaux n'empêchèrent pas les licenciements.

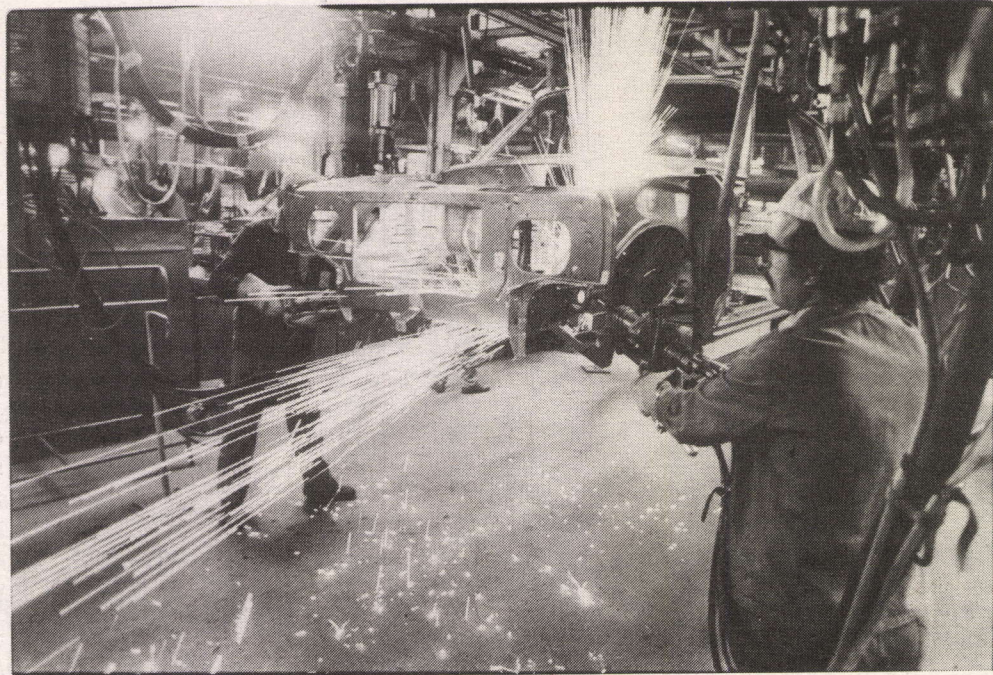
Alors, les licenciements, les salaires coupés en deux, ne serait-ce qu'un mauvais moment à passer ? Un serrage de ceinture douloureux, mais utile à la nation ?

Utile, sans aucun doute, aux capitalistes de l'automobile, qui essaient de nous préparer, ici, aux mesures draconiennes qui ont si bien réussi à leurs concurrents européens et américains.

British Leyland, Fiat, Chrysler USA ou General Motors sont peut-être des modèles de réussite de gestion capitaliste. Mais pour nous aussi, ils ont valeur d'exemple.

Nous savons ce que l'on nous réserve. Nous savons ce que nous ne voulons pas.

Annick MORIZET



Aux usines Talbot de Poissy, après la reprise du travail

AFP

USA

La reprise ? La leur, ou la nôtre ?

Aujourd'hui, alors qu'on nous annonce à grands cris la reprise économique aux Etats-Unis, Spark, bimensuel trotskyste américain, montre les limites de cette reprise : profits en hausse pour quelques-uns, et chômage et misère pour les travailleurs.

« Cette reprise a été payée par les fermetures d'entreprises, qui sont cause que des millions de travailleurs sont sans travail et sans perspectives d'en trouver. Elle a été payée par les sacrifices imposés aux travailleurs, contrat d'entreprise après contrat, si bien que, au cours de cette année dite de la reprise, les travailleurs ont perdu plus qu'au cours de tout autre année dans l'ensemble de la période de crise.

Les profits des patrons ont repris parce qu'ils ont contraint les travailleurs, de moins en moins nombreux, à travailler encore plus pour un salaire diminué. Les profits sont en hausse parce que cela fait dix ans maintenant que les travailleurs et leurs familles ont sacrifié leur niveau de vie. Les

patrons peuvent parler de leur reprise parce que, dans le pays le plus riche du monde, des millions de gens sont maintenant sans toit et affamés.

Tous ces sacrifices n'ont pas apporté une réelle reprise économique. Une reprise véritable signifierait un accroissement des investissements productifs et un plus grand nombre d'emplois... C'est loin d'être le cas.

Cela, les capitalistes le savent bien. C'est pourquoi ils placent tout leur argent à la Bourse et dans d'autres formes de spéculation. (...)

Les patrons se disent la vérité entre eux. Leurs mensonges sont simplement pour nous, de façon à pouvoir continuer à faire du profit sur notre dos. Les capitalistes comptent sur le fait que les travailleurs

vont croire leurs mensonges sur la reprise et rester bien sages, sans rien faire. (...)

POUVONS-NOUS NOUS OFFIR UNE AUTRE REPRISE COMME CELLE-CI ?

A titre de preuve que l'économie se relève de la crise, les patrons ont mis l'accent sur la progression des ventes des compagnies automobiles américaines. Ils nous disent que les ventes de voitures ont progressé en 1983 de 18 % sur 1982.

Pourquoi ne disent-ils pas que les ventes de voitures en 1983 (6,7 millions) sont plus basses que celles de 1974 (6,9 millions) ? C'était en plein milieu de la récession. Ce qui était considéré comme récession en 1974 est appelé reprise aujourd'hui.

Encore une série de reprises comme celle-là, et tous les travailleurs de l'automobile seront bientôt sans travail.

HONG KONG

Une vitrine brisée

● Hong Kong, l'île britannique située à quelques kilomètres de la Chine et qui passe pour la vitrine de l'Occident dans cette partie de l'Asie, a connu sa nuit d'émeutes vendredi dernier.

Tout a commencé avec une grève des chauffeurs de taxi protestant contre une très forte hausse de leur patente. Vendredi soir, la grève des taxis paralysait tout le quartier de Kowloon, le cœur de la colonie anglaise. La foule, plus nombreuse que d'habitude et énervée par la présence policière, s'est brutalement révoltée. Pendant près de quatre heures, des milliers de Chinois, souvent de jeunes chômeurs arrivés clandestinement de Chine, se sont opposés à la police, brûlant des poubelles, renversant des voitures, pillant des magasins. Trente-deux personnes ont été arrêtées et cinquante-quatre inculpées.

Cette explosion de violence a ses causes propres. La crise économique se fait ressentir durement à Hong Kong : l'inflation atteint 12 % et le taux de chômage officiel, déjà de 4,1 %, atteint 11 % pour les jeunes de 15 à 19 ans. Il existe à Hong Kong un nombreux sous-prolétariat de chômeurs et de journaliers qui désespérément cherchent à survivre. La moindre étincelle peut donc mettre le feu aux poudres.

S.H.

En dépit des promesses électorales de la gauche

Les fédérations syndicales du sous-sol CGT, CFTD, CFTC, FO ont appelé les mineurs à 48 heures de grève reconductible le vendredi 20 janvier. C'est que dans les Charbonnages, comme dans bien d'autres secteurs, ce sont les suppressions d'emplois massives qu'on veut imposer aux travailleurs.

Ainsi, après les Houillères du Nord-Pas-de-Calais qui ont annoncé deux mille suppressions d'emplois, ce sont les Houillères du Centre-Midi qui en ont annoncé 1 162 ; et 760 postes seraient en cause en Lorraine ; soit au total près de quatre mille emplois en moins en 1984. Et cela n'est qu'une première charrette, puisque d'ici 1990 c'est plus de vingt mille emplois que la direction des Charbonnages de France, qui est une entreprise nationalisée, envisage de supprimer.

Le gouvernement prévoit une importante diminution de la production charbonnière. En 1984, elle devrait être de 17,5 millions de tonnes, soit un million de moins qu'en 1983, et elle devrait être peu à peu réduite à onze millions de tonnes en 1990. C'est la poursuite d'une longue évolution entamée dès 1960, par le plan Jeanneney, sous la direction de De Gaulle.

Et le gouvernement de gauche, comme le gouvernement de droite avant lui, entend faire payer aux mineurs les conséquences de la diminution de la production de charbon. Et cela en dépit des promesses électorales d'avant mai 1981, les partis de gauche ayant même rivalisé de démagogie à l'époque, le PS promettant de faire remonter la production charbonnière à 30 millions de tonnes en 1990 et le Parti Communiste de « doubler la production en France et la porter à 45 millions de tonnes en 1990 et ensuite à 70 millions de tonnes ».

Les partis de gauche ont donc laissé entendre aux mineurs qu'il y aurait la sécurité de l'emploi et la réouverture de l'embauche, et, sinon l'espoir d'une vie moins dure, du moins la certitude d'une relance économique pour des régions qui étaient condamnées à se dépeupler et à mourir lentement d'asphyxie.

Ce n'étaient que des promesses électorales sans lendemain. Et le gouvernement s'est empressé de les renier par ses actes.

Et le PCF, qui était en première ligne pour cette deuxième « bataille du charbon », puisque c'est Georges Valbon, député et dirigeant de ce parti, nommé à la tête des Charbonnages, a pris sa part des reniements.

Il est vrai que Georges Valbon a récemment démissionné de la présidence des Charbonnages, au moment où le gouvernement estimait venue l'heure d'annoncer des suppressions d'emplois massives, et qu'il n'a pas accepté d'en assumer publiquement la responsabilité. Mais pendant les vingt-et-un mois pendant lesquels il a exercé sa fonction, c'est déjà une politique de révision en baisse des effectifs qui était mise en œuvre.

Ainsi les effectifs des Charbonnages de France, après être passés de 58 502 salariés en décembre 1981 à 60 931 en février 1982, au moment de la nomination de Valbon, n'ont cessé de décroître de mois en mois pour descendre aujourd'hui à 56 000. Et sur tout cela Valbon est resté silencieux.

Georges Marchais avait encore déclaré au micro de RTL, peu avant les élections municipales (L'Humanité du 2 mars 1983) : « Nous tiendrons les engagements pris par le président de la République pour la production charbonnière », alors qu'il était clair à ce moment-là (la presse s'en faisait déjà l'écho) qu'il y aurait des suppressions d'emplois.

Le problème n'est pas de défendre à tout prix un travail qui se fait toujours dans des conditions éprouvantes et dangereuses, ce que le PCF fait dans sa propagande en parlant du « beau métier de mineur ». Le problème n'est pas non plus d'engager une bataille de la production charbonnière et de battre des records en la matière, comme le propose le Parti Communiste. Mais il est d'imposer que les travailleurs des mines et leurs familles ne soient pas les victimes des changements d'orientation de la politique énergétique. Après tout, s'il est possible d'utiliser de plus en plus des sources d'énergie moins coûteuses et moins pénibles à extraire, il serait normal que les mineurs bénéficient tout particulièrement des économies ainsi réalisées, en voyant leur temps de travail réduit, leurs conditions de travail améliorées, leur pouvoir d'achat maintenu et la possibilité de se reconvertir dans d'autres activités leur offrant de meilleures conditions de vie.

Il est tout de même aberrant que le progrès se traduise inmanquablement par des difficultés accrues pour les travailleurs. Mais l'objectif du gouvernement n'est pas de trouver des solutions qui satisfassent les mineurs en activité et ceux qui ont perdu leur emploi, mais il est de « dégraisser » les effectifs, tout en évitant si possible les manifestations de colère.

Et là encore, la gauche au gouvernement se fait l'instrument de la bourgeoisie contre les travailleurs.



1945-1947

La 1^{ère} bataille du charbon du

« Que chacun de vous ait les yeux constamment fixés sur la courbe ascendante de notre production charbonnière ! Qu'il sente que la bataille du charbon c'est SA bataille, la victoire du charbon, SA victoire ! Qu'il fasse de son travail une question d'honneur, qu'il soit fier à juste titre d'être un artisan de la résurrection, du salut et de l'indépendance de la France ! ».

Lorsque Maurice Thorez prononça ce discours, le 18 février 1946 devant les mineurs de Montceau-les-Mines, la production de charbon venait de dépasser de 10 000 tonnes la production mensuelle maximum de 1938.

Mais, pour Thorez et le gouvernement d'alors, ce n'était pas encore suffisant. Et il exhortait les mineurs à « redoubler d'efforts », en leur fixant un objectif : 100 kg de plus par mineur et par jour.

Et pour cela le Parti Communiste et la CGT mobilisèrent toutes leurs forces. Le 48^e congrès de la fédération CGT du sous-sol, qui se réunit le 14 février 1946, fut en fait une réunion de l'état-major chargé d'organiser la bataille du charbon. « Il nous faut produire, toujours produire », déclara son secrétaire général, « c'est de la production que dépend la satisfaction de nos revendications ».

Mais, en fait de revendication, l'augmentation que la CGT revendiquait, c'était celle de la production, et c'était des mineurs qu'elle l'exigeait.

Et tout était fait pour que le mineur extraie toujours plus de charbon. Des équipes d'émulation furent mises sur pied. Mais surtout de nouvelles méthodes de décompte des salaires et le paiement en fonction de la production individuelle furent instaurés, qui permettaient aux

travailleurs d'améliorer un peu leur salaire, à condition d'augmenter beaucoup leur production.

La production, elle, décolla. L'indice de la production charbonnière passa de 40 en 1945 (base 100 en 1938) à 87 en octobre 1946, soit plus de 115 % d'augmentation. Et tout cela avec des marteaux-piqueurs, et encore, pas pour tout le monde, comme la CGT en faisait le reproche au gouvernement.

Car le matériel manquait ou était bien souvent usé. Le ravitaillement était défectueux et les mineurs manquaient de vêtements et de chaussures, ce qui faisait dire à Thorez que les conditions étaient « peu satisfaisantes encore ». Mais cela ne l'empêchait pas d'affirmer : « Le rendement individuel peut et doit être encore augmenté » et toutes les forces disponibles mobilisées à cette fin. C'est ainsi que 30 000 pri-

dans les entreprises

Bien visé !

Le sous-chef du personnel de Carrosserie a voulu empêcher de force la collecte de solidarité avec les ouvriers de Talbot. En se baissant pour arracher un panneau de collecte, il a reçu un coup de pied au cul d'un travailleur. Pour une fois qu'il s'aventu-

rait en dehors de son confortable bureau, il a reçu la marque de l'estime que tout le monde lui porte. S'il ressort, il pourra toujours mettre de la mousse de récupération dans son pantalon.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Peugeot-Mulhouse.



Charbon trop cher ou gâchis capitaliste trop coûteux ?

Le charbon français coûte trop cher, paraît-il. Les coupes sont trop profondes, pas assez homogènes, le pendage (inclinaison de la veine) excessif. Le prix de revient du charbon extrait de la majorité des régions minières françaises serait donc trop élevé : 596 F la tonne en moyenne, contre 57 F, par exemple, prix moyen de la tonne de charbon importé des Etats-Unis (cela change évidemment en fonction des fluctuations du dollar).

La direction des Charbonnages et le gouvernement comparent donc le coût d'extraction du charbon français au prix d'achat du charbon importé et concluent à la nécessité de fermer les puits qui n'atteignent pas le seuil de rentabilité exigé, déterminé par le prix d'achat du charbon importé.

Pour faire des économies, sans doute, ou du moins pour permettre à ceux qui achètent le charbon de le payer moins

cher. Mais à quel prix ! Au prix de la mise au chômage de dizaines de milliers de travailleurs, au prix d'un gâchis inouï. C'est ainsi que *L'Humanité* a calculé que la réduction de la production charbonnière d'ici à 1990 coûtera, par la suppression de trente mille emplois dans les charbonnages, 7,8 milliards de francs à la collectivité chaque année. Si l'on ajoute donc le prix du chômage au prix du charbon d'importation, ce dernier s'avère deux fois plus coûteux pour la collectivité que du charbon « national ». C'est là en effet, comme le dénonce *L'Humanité*, « une belle économie ». Mais voilà, ce ne sont pas les mêmes qui paient. Le charbon sera bon marché pour les entreprises ; et les travailleurs, les mineurs en tant que chômeurs, le reste de la classe ouvrière, en tant que contribuables et assurés sociaux, paieront l'exorbitant surcoût du chômage.

Ce qui est bon pour les profits prime sur ce qui est bon pour les hommes, et la démonstration que fait le quotidien du PC est de ce point de vue convaincante.

Le gouvernement est tout prêt à dilapider les ressources qu'il prélève sur le dos des travailleurs, pour que les patrons puissent bénéficier d'une réduction sur leurs sources d'énergie. Il n'y a aucune raison de l'accepter. C'est exactement la politique inverse que mènerait un gouvernement réellement au service des travailleurs : obliger sous peine d'expropriation les entreprises à payer leur énergie plus cher,

quitte à prendre sur leurs profits pour que la classe ouvrière n'ait pas encore une fois à supporter le poids d'une aggravation du chômage, pour que, si baisse de production il y a, le travail soit réparti entre tous grâce à la diminution des horaires, et que le pouvoir d'achat des mineurs, comme de toute la classe ouvrière, soit protégé.

Certes, jusqu'à présent, le travail de la mine en France comportait à la fois des risques considérables d'accidents, mais en plus, avec la silicose, il était responsable de la mort prématurée et de la diminution physique de nombreux mineurs. Alors, pourquoi ne pas profiter de la baisse de production pour travailler moins longtemps ? Pourquoi aujourd'hui ne pas concevoir une mécanisation accrue des moyens techniques, voire une automatisation des tâches qui limiterait au maximum l'intervention de l'homme directement dans la mine ? Cela nécessiterait des investissements importants ? Certainement. Mais peut-être pas plus coûteux que ce que coûte actuellement à la collectivité le chômage, la maladie, les accidents et la désertification de régions entières privées d'activité.

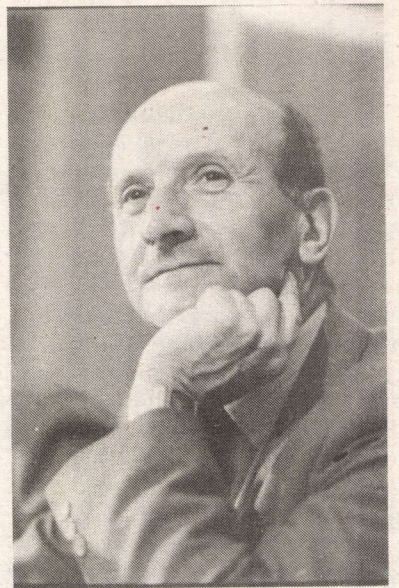
Ce n'est pas aux travailleurs de faire des sacrifices supplémentaires pour que les patrons puissent faire de plus gros profits. Au contraire, ce sont les patrons qu'il faut contraindre à payer pour que le progrès technique se fasse dans l'intérêt de la population laborieuse, et pas contre elle.

Les révélations de Krasucki au Journal du Dimanche

Krasucki, interviewé par le *Journal du Dimanche* du 15 janvier, nous en a appris de bonnes : que « la situation est mauvaise et que les solutions telles qu'elles se présentent actuellement ne sont pas bonnes non plus ». Que la perte du pouvoir d'achat en 1983, comme celle prévue pour 1984, « ce n'est pas acceptable, ni socialement, ni économiquement ». Que la politique industrielle avec ses licenciements est « humanitairement et socialement insupportable ». Qu'« il y aura des tensions sociales inévitables et en effet de grands mouvements sociaux parfaitement justifiés ». Qu'« aujourd'hui les travailleurs doivent se faire de plus en plus entendre. Aux travailleurs de jouer avec les syndicats, et en tout cas avec la CGT ».

Alors comme ça, Krasucki nous révèle que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des gouvernements de gauche et nous prédit que les travailleurs vont s'en apercevoir. Mais ce que Krasucki fait mine de découvrir aujourd'hui, cela fait pourtant un bout de temps que les travailleurs s'en sont rendu compte. Et Krasucki se hâte maintenant de leur conseiller de se faire entendre « avec la CGT ».

Mais ça fait un bout de temps que les travailleurs ont pu constater que les dirigeants de la CGT, tout comme ceux des autres centrales syndicales, étaient plus solidaires de la politique anti-ouvrière du gouvernement que des intérêts des travailleurs, qu'ils n'ont pas appelé



à réagir ensemble, massivement, à chaque fois qu'il l'aurait fallu, et tout dernièrement encore lors des licenciements à Talbot.

Krasucki, pour tenter de faire oublier la politique menée par la CGT à Talbot, qui a choqué bien des travailleurs et des militants de la CGT, a affirmé au *Journal du Dimanche* : « Talbot ne préjuge de rien. Nous n'aurons pas la même manière d'agir en toutes circonstances ».

Comment agira donc la CGT ? Fera-t-elle mieux, ou pire qu'à Talbot ?

Une fois qu'ils ont tout fait pour remballer la lutte à Talbot, Krasucki et la CGT peuvent toujours laisser planer le doute sur ce qu'ils feraient si l'occasion se représentait. Ce n'est plus dangereux ni pour les patrons, ni pour le gouvernement.

S.M.

PCF

sonniers de guerre furent envoyés dans la mine pour gagner « la bataille du charbon ».

Le seul objectif du gouvernement, c'était d'obtenir dans les plus brefs délais, par la mobilisation et le travail acharné de plusieurs centaines de milliers de mineurs (ils atteignirent les 330 000 en 1947), le charbon nécessaire au redécollage de la production industrielle et des profits capitalistes.

es

L'engrenage

Certains disent, en particulier les chefs : « S'il y a moins de travail, il faut accepter d'aller travailler dans d'autres postes, sinon on sera mis au chômage technique ». Plus tard, on entendra peut-être les mêmes personnes nous dire : « Acceptons le chômage technique et les retraites anticipées, sinon il y aura des licenciements ». Et par la suite ils diront probablement : « Acceptons les licenciements, sinon le patron va fermer

l'usine ».

A ce régime-là, pourquoi ne pas accepter d'être chômeur sans indemnisation pendant qu'une minorité fera 50 heures par semaine, pour que le patronat français gagne sa « bataille de la production » ? Si ça ne suffit pas, on pourra même mettre l'uniforme... pour gagner la bataille !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alstom-Atlantique - Le Bourget.

En r'venant d'la r'vue

Visite du ministre oblige, la direction a exigé que le mobile de la cour du Transversal, qui ne tourne plus depuis dix ans, soit remis en route. Un moteur a été commandé en urgence par l'usine pour remplacer celui qui

était grillé.

On l'a vite enlevé ensuite... peut-être pour pouvoir s'en servir à la prochaine inauguration.

A chacun son hochet !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Saint-Antoine.

Pas de siège en plus au Carrousel

Au Carrousel Sièges, chaque ouvrier doit faire 40 sièges par jour. Et le vendredi 34, vu qu'il y a une heure en moins. Mais quand la direction a voulu en imposer 35, sous prétexte qu'il y a cinq minutes de pause en moins que les autres jours, les camarades de l'équipe 2 ont tout simplement refusé et continué à faire 34 sièges vendredi dernier.

C'était effectivement la seule réponse à donner à cette histoire de siège supplémentaire qui ne tenait pas debout.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins.

??????????

La direction a-t-elle l'intention d'assurer une réelle sécurité du travail sur le site de Vitry ?

Va-t-elle pour cela débloquer les crédits nécessaires en 1984 ? Ce sont les points sur lesquels chacun s'interroge à l'usine.

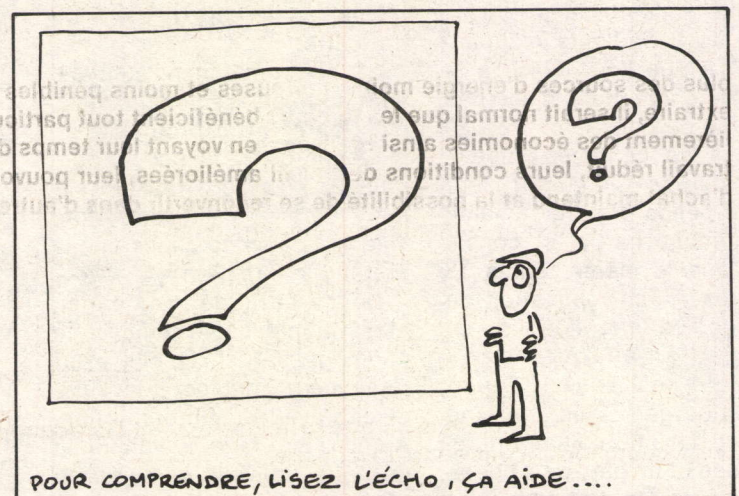
Ce sont les points d'interrogation qui nous préoccupent depuis des années. Et la direction ne l'ignore plus.

La preuve ?

Elle a fait apposer sur les murs et panneaux des affiches jaunes avec un point d'interrogation dessus.

Après les points d'interrogation, peut-être aurons-nous — ??? — des réponses positives et efficaces aux problèmes de sécurité à l'usine ???

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc - Vitry/Seine.



NAVALE

A Marseille, les travailleurs accueillent le secrétaire d'Etat à la Mer en manifestant

Dans la construction navale, les 12 000 travailleurs s'inquiètent pour leur emploi. Les patrons des CNM, qui regroupent les chantiers navals de La Ciotat, La Seyne, Dunkerque, ont menacé de déposer le bilan. Ils ont réclamé à grands cris des subventions du gouvernement, disant qu'ils n'avaient plus de commandes et plus de budget pour finir les bateaux en cours de construction.

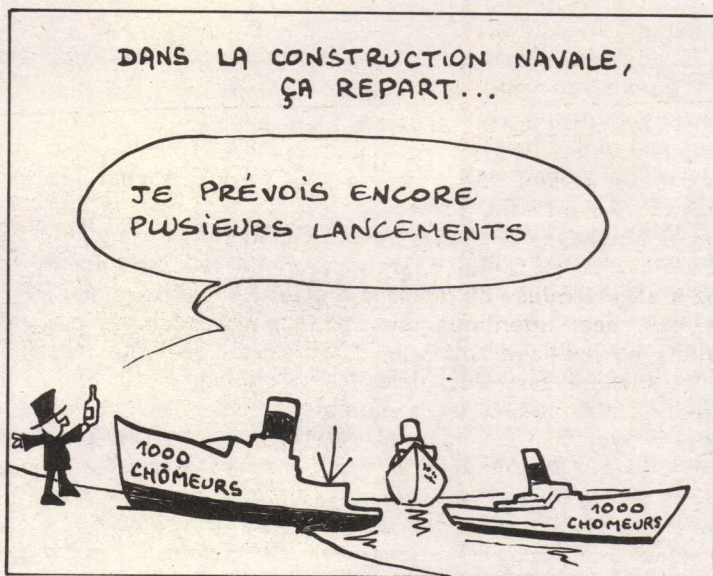
Début décembre, le gouvernement a versé aux CNM 725 millions de francs de subventions, ce qui représente 60.416 F par ouvrier du groupe. Il a demandé en contrepartie que les patrons des CNM préparent un « plan de restructuration sévère ».

A l'occasion de la venue à Marseille du secrétaire d'Etat à la Mer, les organisations syndicales ont appelé les 7 000 travailleurs des Chantiers du Nord et de la Méditerranée, de La Seyne et de La Ciotat, à faire grève la matinée du mercredi 11 janvier.

Pratiquement l'ensemble des travailleurs s'est mis en grève.

En demandant aux travailleurs d'appuyer la délégation syndicale, les organisations syndicales n'ont pas rencontré une grande mobilisation des travailleurs en grève.

Trois cars sont partis de La Ciotat, cinq cars de La Seyne qui se sont retrouvés au péage où ils ont distribué des tracts aux automobilistes et



les ont laissé passer sans payer.

C'est à près de 500 que les manifestants se sont regroupés devant la préfecture de Marseille, pendant que les organisations syndicales allaient discuter avec Lengagne, secrétaire d'Etat à la Mer. Les syndicats nous ont dit que celui-ci voulait que la direction des CNM fasse d'abord connaître le contenu du plan de redressement aux organisations syndicales. Les syndicats vont-ils prendre part aux mesures de licenciements que préparent les CNM ?

Les seules luttes que les syndicats mènent ont pour objectif d'obtenir de négocier autour de toutes les tables possibles : préfet de région, ministère, gouvernement, etc., afin d'obtenir des commandes.

C'est ainsi que le 22 décembre, 300 travailleurs de La Ciotat ont débrayé pour soutenir la délégation syndicale partie à Paris. Auparavant, l'intersyndicale avait organisé une collecte pour payer le déplacement.

Le jour de la réponse, les syndicats ont diffusé un tract... du CE pour les sorties de ski. Quant à savoir ce qui a été dit à la délégation à Paris, il a fallu attendre 15 jours pour l'apprendre.

Les organisations syndicales nous demandent d'être sans cesse vigilants et d'attendre. Attendre les actions d'envergure qui vont être proposées aux travailleurs... pour seulement appuyer une délégation qui va discuter à Paris, Marseille, ou ailleurs.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

Norton - La Courneuve

La CGT contre les heures supplémentaires ou contre les immigrés ?

Lundi 16 janvier, la CGT Norton a distribué un tract intitulé : « Ce qui fait agir la direction », où elle dit notamment : « Et puis, dans cet arsenal d'opérations tous azimuts, il y a encore le rôle que la direction fait jouer à certains travailleurs immigrés nouvellement embauchés, notamment qui acceptent de faire des heures supplémentaires. Nous pensons que ces travailleurs ont tort de jouer ce rôle et nous leur disons : « Non, il ne faut pas agir ainsi, vous faites le jeu de la direction qui cherche à diviser les travailleurs entre eux et vous démolissez ce que certains autres travailleurs ont obtenu grâce à la lutte avant que vous arriviez ».

Suit une leçon de morale à l'adresse de ces travailleurs

qui « s'ils ont les mêmes droits... ont aussi les mêmes devoirs envers leurs compagnons de travail... ».

Inutile de dire que ce tract a suscité de nombreuses réactions parmi les travailleurs immigrés, d'autant plus que, si certains d'entre eux acceptent de faire des heures supplémentaires (mais pas tous, loin de là), ils ne sont pas les seuls. Un certain nombre de possesseurs de cartes d'identité françaises répondent également à la demande de la direction.

On se demande bien ce que cherche la CGT dans cette histoire. En tout cas, si la direction cherche à diviser les travailleurs entre immigrés et français comme le dit la CGT, la CGT lui donne un sérieux coup de main.

Chausson - Creil

Faut pas nous bretelliser

Au Garnissage Peugeot, un camarade s'est vu menacer d'une sanction parce qu'il avait coupé les bretelles de son bleu qui étaient trop longues.

Il faut dire que ceux qui l'ont menacé ne savent pas très bien à quoi peut servir une paire de bretelles parce que, sur une

blouse, il n'y en a pas. Si celle-ci est trop large ou trop longue, pour ce qu'ils en font, ça ne les gêne pas trop.

Mais s'ils le veulent, on peut faire voir ce que remonter les bretelles veut dire.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chausson-Creil.

ENERTEC (Schlumberger) - Montrouge

Réactions des travailleurs après l'annonce d'une semaine de chômage partiel

La direction de Schlumberger-Montrouge a décidé de mettre au chômage partiel pour une semaine, à partir du lundi 23 janvier, 318 travailleurs d'ENERTEC, un des secteurs de l'usine.

Ils seront indemnisés à 50 % sous prétexte que la direction n'aurait pas assez d'argent pour les indemniser à 100 %. Mais les travailleurs n'admettent pas que l'on puisse à la fois prétendre qu'il n'est pas possible de consacrer 15 à 20 millions de centimes supplémentaires à maintenir leur salaire pendant cette semaine de chômage partiel et consacrer dans le même temps 18 milliards à une réalisation de prestige. La direction est en train d'aménager dans l'enceinte de l'usine le forum Schlumberger avec parking couvert par une colline entourée d'eau et un parc de 4 hectares d'arbres et de plantes.

Schlumberger voudrait nous faire croire que le groupe est en difficulté et qu'il faudrait en plus du chômage partiel supprimer 717 emplois sur les 10 000 que compte le groupe, en proposant aux travailleurs de 56 ans de partir avec une perte du quart de leur salaire.

Mais Schlumberger n'a même pas le prétexte d'être en difficulté.

Si ses bénéfices connaissent un fléchissement en 1983, c'est après avoir progressé en moyenne de 22 % par an pendant 25 ans (30 % par an sur les 7 dernières années). Alors cela va beaucoup mieux que le prétend la direction.

Déjà à la fin de l'an dernier, elle avait prévu une semaine de chômage partiel, qu'elle avait finalement annulée à la suite de débrayages de protestation. Aujourd'hui face à l'annonce de cette nouvelle semaine de chômage partiel et de la perte



18 milliards de travaux pour la vitrine... et des restructurations sur le dos des travailleurs.

de salaire qu'elle entraîne, le mécontentement persiste.

Jeudi 19 janvier, à 11 h 30, un débrayage a été organisé, suivi d'une manifestation rue Saint-Dominique, où siège la direction du groupe.

De son côté, la direction a

annoncé que la perte de 50 % serait étalée sur trois mois. Et elle envisage de faire faire des heures supplémentaires s'il y a plus tard du travail...

Elle voudrait faire passer la pilule qu'elle ne s'y prendrait pas autrement mais dans ses

calculs elle oublie quelque chose : difficultés réelles ou pas pour Schlumberger, les travailleurs n'entendent pas payer eux la note pour que vivent les profits du groupe.

Correspondant LO

CREDIT LYONNAIS PARIS :

Débrayages contre la politique salariale du gouvernement et des banquiers

Au Crédit Lyonnais, à Paris, le personnel est mécontent de la politique salariale du gouvernement et des banquiers. Et il le fait savoir.

Les banquiers ont bien l'intention de suivre à la lettre les consignes gouvernementales, qui limitent les augmentations de salaire en 1984 à 5 % de la masse salariale, comprenant les points d'ancienneté, les augmentations individuelles, l'« effet-report » des hausses de 1983 sur 1984, etc. Ce qui fait que les employés de banque risquent fort de n'avoir que 1 ou 2 % d'augmentation collective en 1984, si ce n'est 0 %.

Une première grève de protestation avait été lancée par FO et la CGT le 16 décembre sur les agences et les services centraux, soit 16 000 personnes dans la région parisienne, dont 7 000 en agences, réparties dans plus de 500 points de vente. Moins de 10 % du personnel avait suivi ce

débrayage, et 400 personnes s'étaient rassemblées devant le Siège central, boulevard des Italiens.

Une entrevue avec la direction s'était, bien sûr, soldée par un échec, le directeur du personnel se contentant de lire une lettre de Delors...

Mais, pas découragés, les grévistes avaient décidé de laisser passer les fêtes et de se retrouver plus nombreux la prochaine fois.

Un nouvel appel à débrayer le 13 janvier de FO et de la CGT, la CFDT s'étant associée de façon séparée, au mot d'ordre, a cette fois rassemblé près de 800 personnes devant le Siège. Le nombre exact de grévistes n'est pas encore connu, beaucoup ayant fait 24 heures de grève et n'étant pas venus au rassemblement.

Ceux qui étaient présents la première fois étaient réconfortés de se retrouver le double, et l'ambiance était chaude.

Une assemblée du personnel

s'est tenue, où seuls les responsables syndicaux ont pris la parole.

Nous sommes allés accompagner les délégués jusqu'à la porte de la direction et, pendant qu'ils étaient reçus, les slogans fusaient dans les couloirs et les escaliers.

La direction du Crédit Lyonnais a encore refusé de répondre sur ses intentions en matière de politique salariale, se retranchant cette fois derrière une lettre de Mauroy...

Après avoir hué la direction et Mauroy au cours du compte-rendu de l'entrevue, les présents ont voté à l'unanimité le principe d'une nouvelle grève, fin janvier ou début février. En effet à cette date la direction aura dévoilé ses intentions sur les augmentations individuelles, puisqu'elle s'est donné jusqu'au 31 janvier pour le faire. Une rencontre syndicats-patronat bancaire aura lieu d'autre part le 3 février, concernant les salaires en 1984 et l'appareillement de 1983.

Une partie du personnel du Crédit Lyonnais pense que c'est aux fédérations syndicales de se mettre d'accord et



Lors de la grande grève des banques en 1974, les employés du Crédit Lyonnais avaient ouvert la voie. 10 ans, face à la volonté des banquiers et du gouvernement de bloquer les salaires, un souvenir qui revient.

d'organiser une action nationale sur toutes les banques, pour faire reculer le gouvernement et les banquiers. Finalement, CGT, FO et SNB se sont mis d'accord pour appeler à 24 h de grève le 3 février. Mais même si cela devait rester une action sans lendemain de leur part, au Crédit Lyonnais nous pouvons décider de la suite

que nous voulons donner au mouvement.

Le 13 janvier, quand les grévistes se sont séparés après avoir fait le tour du Siège aux cris de « Non au blocage des salaires », « 35 h sans perte de salaire », « 35 h tout de suite, pas dans 35 ans », ils avaient bien l'intention de ne pas en rester là. Correspondant LO

Dans notre courrier

Fin de la grève des bus bordelais

Avec quelque retard, nous avons reçu cette information concernant une grève qui durait depuis 24 jours.

« Les chauffeurs de bus ont repris le travail le 7 janvier.

C'est à l'annonce par leur employeur, la Communauté urbaine de Bordeaux, de changements d'horaire qui allongeaient l'amplitude de la journée de travail qu'ils étaient partis en grève.

Jusqu'au bout, la majorité des chauffeurs a suivi le mouvement. Même lorsque les CRS leur ont été envoyés et lorsque des bus ont pu quitter les dépôts, les traminots ne se sont pas découragés. Au contraire, c'étaient les non-grévistes

qui n'étaient pas fiers.

Finalement, les chauffeurs, ont repris, ayant obtenu peu de choses. Mais la consultation des grévistes effectuée la veille montrait bien quelle était leur détermination : les deux tiers votaient contre la reprise. Et ce sont les syndicats qui, de leur propre autorité, ont donné l'ordre de reprise.

S'ils n'ont pas gagné, les traminots ont du moins montré ce qu'il en coûtait de s'attaquer à leurs conditions de travail. Et ils ont pu voir que Chaban-Delmas, à la tête de la CUB, et la gauche, au gouvernement, étaient face à eux, dans le camp opposé ».

Grève au « Nouveau Courrier de la Presse »

Le personnel du Nouveau Courrier de la Presse — Lit Tout — vous informe qu'il s'est mis en grève à compter du 16.1.84 à la suite du refus du P-D G, M. Xavier de Monredon, d'ouvrir des négociations sur les points suivants :

— maintien du pouvoir d'achat des salaires en

1983-84,

— instauration d'une prime d'ancienneté.

Nous nous heurtons au blocage obstiné du directeur général, qui se cantonne dans un conservatisme d'un autre âge et refuse de recevoir les délégués.

CGCT PARIS 15^e

Service Expéditions : une grève bien envoyée

Les 8 salariés du service Expédition de la CGCT Vaugirard sont en grève depuis le 11 janvier. Ce sont les travailleurs qui sont chargés de déménager les bureaux, les armoires, charger et décharger les camions, transporter les colis, les emballer, ranger les papiers pour les photocopieuses... Mais, comme le dit le dicton, « 60 boulots, 60 misères ». Et pour cela, avec une ancienneté allant de 18 à 25 ans, ils ont un salaire brut de 4 400 à 4 600 F par mois.

C'est pour cela qu'ils demandent 300 F d'augmentation pour tous et le coefficient 170. Mais, au-delà de leurs revendications, c'est aussi leur dignité qu'ils veulent défendre. Ils refusent d'être les derniers coeffi-

cients 155 sur Vaugirard et d'être les plus mal payés.

Depuis le début du mouvement, la direction a fait un petit pas en avant... en essayant de diviser les travailleurs. Elle a proposé le coefficient 170 et 150 F de rallonge pour deux caristes... et pour les autres une formation en électricité. Devant leur refus, elle a fait une nouvelle proposition.

A l'heure actuelle, elle en est là : coefficient 170 et 150 F pour les deux caristes au 1^{er} janvier, cours de cariste pour les six autres jusqu'à obtention du diplôme, et là, coefficient 170 et 150 F avec effet rétroactif. Ils ont à nouveau répondu non : « Le coefficient et la rallonge tout de suite ; les cours, après ».

Bien sûr, pour la direction, c'est une question de principe. Un principe lié au fait qu'il y a encore à ce jour plus de 600 salariés au coefficient 155 sur l'ensemble de la CGCT, et essentiellement dans les usines de province.

De nombreux salariés tiennent à témoigner toute leur sympathie, par l'intérêt qu'ils portent au déroulement de la grève jour après jour. Si leur lutte est difficile, si la victoire n'est pas acquise, il y a la volonté, la détermination de ces travailleurs à faire céder la direction. En tout cas, à côté de leurs revendications, il y a une question de dignité qu'ils ont d'ores et déjà gagnée en s'engageant dans la lutte.

Correspondant LO

CITROËN :

Un directeur du personnel condamné : « Pan sur le bec ».

Déclaré coupable d'entrave à l'exercice du droit syndical, le directeur du personnel des usines Citroën de Clichy et Saint-Denis a été condamné à deux mois de prison avec sursis et 5 000 F d'amende par la 15^e Chambre correctionnelle de Bobigny.

Celui-ci en effet cherchait à mettre des bâtons dans les roues à 3 délégués syndicaux CGT, en essayant de contrôler a priori leurs activités syndicales. Un délégué syndical, comme chacun sait, a droit à des bons de délégation. Mais le directeur du personnel utilisait

à sa guise le système des bons de délégation et les accordait selon sa propre fantaisie.

Mal lui en a pris. Après tout, peut-être cette condamnation à ses dépens l'aidera-t-elle à comprendre qu'il y a quelque chose de changé à Citroën ?

SNCF

DANS
LES ENTREPRISES

Paris Austerlitz : grève contre un licenciement

Vendredi 13 janvier et samedi 14 janvier au matin, le trafic a été sérieusement perturbé à la banlieue Paris-Austerlitz (lignes C du RER). Ce sont les agents de train, qui accompagnent les conducteurs sur les trains de banlieue, où ils peuvent être aussi amenés à faire du contrôle, qui se sont mis en grève.

Cela a en effet été l'indignation, quand la SNCF a annoncé que l'un d'entre eux était licencié à partir du 19 janvier, « parce qu'il n'avait pas le profil de l'emploi ». D'autant qu'un autre licenciement, pour mauvais « comportement », est dans l'air. Et qu'un autre avait réussi à pas-

ser en douce, le mois dernier, la SNCF obtenant d'un agent commissionné qu'il signe une « lettre de démission ».

Même si la SNCF s'en défend, ces licenciements s'inscrivent dans le projet de la direction d'appliquer la conduite à agent seul sur la banlieue, au prochain service d'été, avec l'introduction des rames Z2N à deux niveaux.

Cette fois-ci, c'est un camarade non encore commissionné qui était visé, puisqu'il n'avait pas encore douze mois de chemin de fer. Devant le mécontentement clairement exprimé des agents, la CGT organisa des réunions. A Paris-Austerlitz, à

Paris-Invalides, à Brétigny, elles réunirent 20 à 30 agents chaque fois. Et le mardi 10, la CGT annonçait qu'elle décidait de déposer un préavis de grève, pour vendredi 0 heure jusqu'à samedi 6 heures. La grève a été suivie à 69 % par les agents de train, mais le directeur de région ne bougeait pas d'un pouce.

Aussi, des agents proposèrent de remettre ça lundi, après le week-end, et proposèrent 24 heures reconductibles. La CGT fit une contre-proposition : 4 heures de grève le matin. Même si, firent remarquer des agents, cela revenait à organiser un mouvement minoritaire, excluant

d'avance les camarades travaillant en soirée, rien n'y fit et la CGT organisa un vote par signatures, sur les deux propositions... qu'elle fit recommencer jusqu'à ce que sa proposition obtienne la majorité. Certains agents, écœurés de ces manœuvres, ont quitté l'assemblée.

Lundi, il y avait à nouveau 70 % des grévistes. Aux dernières nouvelles, la direction licencie notre camarade et se propose de le ré-embaucher, à la date du licenciement, mais dans un autre service, à la Manœuvre, et en considérant que les 11 mois qu'il a faits au chemin de fer ne comptent plus.

Correspondant LO

Vous avez dit « déficit » ?

« Quand un secteur est bénéficiaire au chemin de fer, on en fait une filiale », expliquaient syndicats et partis de gauche quand ils étaient dans l'opposition. Et ils dénonçaient les liens des multiples filiales créées au fil des ans (Calberson, Vacances 2000, Interfrigo, etc) avec les grands groupes bancaires (Paribas, Rothschild, etc.).

Eh bien le gouvernement de gauche aura aussi sa filiale ! Le conseil d'administration est en effet appelé à délibérer bientôt sur la création d'une filiale dans la restauration ferroviaire.

Depuis quelque temps, la SNCF a fait des efforts dans ce domaine.

En tout cas, l'affaire doit sûrement être rentable pour qu'on puisse penser créer une filiale.

Dur à avaler...

H.M.

SNCF 1984 une attaque en règle contre le service public

Les premiers chiffres concernant le budget d'investissement à la SNCF pour 1984 viennent d'être publiés. La baisse est nette et brutale : 7,675 milliards de francs, au lieu de 8,170 milliards en 1983. Ce qui, compte tenu de l'érosion monétaire, signifie une baisse de près de 20 % !

Or le budget d'investissements couvre, à la SNCF, non seulement les « travaux neufs », tels que la construction du TGV, mais en fait toutes les dépenses liées au simple entretien et au renouvellement habituel du matériel. En clair, cela signifie que l'on va rogner sur tous les aspects du service public.

D'ores et déjà, la SNCF annonce une restriction dans son programme de renouvellement du matériel roulant, locomotives et voitures. Mais on peut logiquement s'attendre à ce que la fréquence même des trains, sur certaines lignes, soit ralentie.

A la banlieue parisienne, les programmes d'interconnexion sont reportés : l'interconnexion SNCF/RATP de la ligne B du RER ne pourra être, au mieux, qu'« engagée » en 1984. Quant aux travaux concernant la liaison Ermont-Invalides, ils ont tous simplement disparu des programmes.

Et l'utilisateur de province va lui aussi pâtir. Selon la Fédération nationale des associations d'utilisateurs des transports (FNAUT), « le rythme des électrifications de lignes

va diminuer de moitié ». Or, c'est la quasi-totalité des lignes transversales qui attendent d'être électrifiées. De même, le programme de rénovation des gares va être révisé à la baisse. Tant pis si les usagers vont patager dans les chantiers déjà entrepris...

Le représentant des usagers au conseil d'administration de la SNCF s'est déclaré « consterné ». En fait, l'on peut même s'inquiéter pour la sécurité, car elle est avant tout question d'argent, au chemin de fer. Ainsi, le coût de suppression d'un passage à niveau est d'environ 5 millions de francs, et la SNCF devait déjà se contenter de supprimer ceux qui jalonnent les lignes où elle parvient à améliorer la vitesse des trains. Même pour cela, il risque de ne plus y avoir d'argent.

De même, une installation de « bloc automatique lumineux » (BAL), qui coûte 1,2 million de francs aux kilomètres de double voie, permet seule une sécurité d'écoulement du trafic digne des trains modernes. Et il reste la bagatelle de 26 000 km de lignes à équiper.

Le motif invoqué pour ces restrictions budgétaires, c'est la baisse du trafic. Mais seul le trafic marchandises baisse, de 4 %. Les usagers, eux, sont plus nombreux à prendre le train, (+ 2 %), tant sur le réseau banlieue que sur les grandes lignes.

Et pourtant, c'est à eux, et

à eux seuls, que le gouvernement et la SNCF entendent faire supporter le poids des économies scandaleuses qui s'annoncent.

DES CADEAUX AUX
INDUSTRIELS
UTILISATEURS DU RAIL

Vis-à-vis des usagers du trafic marchandises, les gros céréaliers qui utilisent des trains complets, les trusts de la chimie ou du pétrole, les grands de l'automobile et tous les industriels clients du rail, la SNCF a une tout autre attitude.

Ces gros chargeurs, calculait la CGT en 1980, bénéficient de 3 milliards de francs par an en détaxes et autres ristournes. Eh bien, la SNCF annonce qu'elle va faire mieux. Ainsi, les propriétaires de wagons particuliers, qui, soit-dit en passant, possèdent aujourd'hui le tiers du parc de wagons-marchandises, vont bénéficier de l'introduction de l'informatique, « pour une programmation plus efficace ».

Ces wagons assuraient déjà la moitié du tonnage du trafic. Cela va donc s'améliorer... pour les sociétés ou les individus propriétaires, puisqu'ils tirent des bénéfices proportionnels à leur rotation.

S'il y avait des économies et des restrictions à faire, c'était de ce côté-là qu'il fallait chercher.

Hervé Martin

CHR de Bordeaux Hôpital-Sud



Le CHR de Bordeaux

Les bons vœux de la direction

Pour fêter 1984, la direction de l'Hôpital-Sud nous a fait de drôles de cadeaux.

Elle vient de licencier toutes les auxiliaires qu'elle avait embauchées en 1983, dont beaucoup étaient là depuis bientôt un an et en étaient à leur troisième contrat à durée déterminée.

Et elle n'a probablement pas l'intention d'en rester là, puisque de nouvelles fermetures de lits sont programmées, qui s'accompagneront de nouveaux licenciements qui risquent, cette fois, de toucher du

personnel plus ancien.

Déjà à l'hôpital Pellegrin (Bordeaux), des auxiliaires d'un an et plus ont été mises à la rue.

Quant aux remplacements des congés, eh bien, la direction nous a d'ores et déjà annoncé qu'elle n'embaucherait pratiquement pas de remplaçantes et que bientôt, par manque de personnel, nos congés d'été s'étaleront sur un an au lieu de cinq mois.

Une année qui commence bien !

Correspondant LO

Comment l'administration viole la loi

En ce moment, la direction du CHR licencie des auxiliaires ayant déjà eu trois contrats à durée déterminée qui auraient dû, selon la loi, passer sous contrat à durée indéterminée ; avec, pour quelques-unes d'entre elles, la « promesse » d'être réembauchées, dans quelques jours ou quelques semaines, sous contrat à durée déterminée.

C'est illégal. Mais l'adminis-

tration s'assoit sur les textes de loi !

Et demain, ce sont des auxiliaires sous contrat à durée indéterminée, anciennes de plusieurs années, voire des titulaires, qu'ils licencieront tout pareil, s'ils l'estiment nécessaire.

La loi, ce ne sont pas les tribunaux qui la feront respecter !

Correspondant LO

RNUR - BILLANCOURT

Chômage technique à répétition

A Billancourt, la direction a annoncé lors du Comité d'entreprise du 11 janvier cinq jours de chômage technique pour la plupart des départements de production dans l'usine. La raison invoquée est l'accumulation de stocks. Ce chômage technique touche près de 10 000 travailleurs.

Déjà la dernière semaine de décembre avait été également chômée dans plusieurs départements de production comme le Département 14, le 38, les Fonderies.

Dans certains secteurs de l'île Seguin (salles d'essais et même services administratifs), le chômage avait été de deux jours.

A l'annonce du chômage technique de février, que les syndicats ont dénoncé dans une motion commune, les discussions sont allées bon train dans les ateliers. Au Département 14, le secrétaire de la CGT a réclamé lors d'un meeting « l'annulation du chômage, la lutte contre le gâchis et le gaspillage en dis-

cutant avec les contremaîtres ». Lier le chômage technique et la lutte contre le gaspillage a soulevé très peu d'écho parmi les travailleurs, d'autant plus que la plupart des travailleurs sont contents de pouvoir se reposer une semaine. Le climat n'est pas trop à l'inquiétude, bien que certains travailleurs remarquent de plus en plus que, chez Talbot, cela a commencé par du chômage technique répété... avant les licenciements. Côté indemnisation, la semaine est payée à 70, 75 %, ce qui revient à dire que la perte d'argent s'élève pour un OS à 200 ou 250 F, ce qui n'est toutefois pas négligeable. Mais cette perte est atténuée par l'augmentation de la prime de suggestion (que tous les ouvriers touchent traditionnellement en février) qui passe cette année de 420 à 550 F. Ce qui a fait dire à beaucoup de travailleurs que la direction a trouvé un moyen de faire passer le chômage technique en douceur.

Correspondant LO

Département 49

Ils veulent nous faire une tête en losange

A l'usine Renault-Billancourt, le département 49 est composé en majeure partie d'OS. On y fabrique diverses pièces mécaniques (segments, pédales, pompes à eau, etc.) ainsi que des moteurs sur chaîne.

Depuis plusieurs mois, on a assisté à une baisse d'activité dans le département. De plus, on a chômé entre Noël et le Nouvel an et on s'apprête à recommencer en février.

Mercredi 11 janvier, la direction a réuni ceux de la chaîne à propos du lancement du nouveau moteur haut de gamme : le R 11 turbo. On peut dire qu'elle a sorti le grand jeu, avec montage diapo, vidéo-cassette et le clou final : un beau moteur chromé et étincelant, caché sous un drap, nous a été dévoilé comme une œuvre d'art. Quelque chose qui valait la peine « qu'on se donne du mal, nous a-t-on dit, c'est l'avenir de l'atelier ». Et les hauts cadres présents ont continué leur discours : « Il ne faut pas loucher son démarrage. (...) Rien n'est gagné car, en face, il y a Opel, Ford, Fiat et Volkswagen ». Et, pour faire bonne mesure : « Il y a même Renault-Cléon qui pourrait nous souffler la production, car ils sont équipés pour ». Moralité : ils ont insisté lourdement sur la chance à saisir, laquelle dépendrait de la « qualité » du moteur que nous produirions.

Cette question de la « qua-

lité » obsède tellement la direction qu'elle a tenu à refaire une réunion sur le même sujet le lundi suivant 16 janvier.

Elle n'a rien trouvé de mieux que d'installer un stand dans un coin de l'atelier, stand qui, selon ses dires, serait appelé à abriter l'œuvre d'art — le moteur chromé — ainsi que nos suggestions... sur la « qualité », bien entendu. A ceux qui n'avaient pas très bien compris le sens de ces belles paroles, il a été précisé qu'ils étaient conviés à venir y discuter des meilleurs moyens de produire et d'améliorer la « qualité » du produit... en dehors du temps d'activité sur la chaîne, bien évidemment.

Bon nombre d'entre nous ont pris ces réunions pour ce qu'elles étaient, c'est-à-dire une occasion d'échapper à la chaîne pendant quelques heures. Quant aux arguments de la direction sur la sacro-sainte « qualité », si cette idée ne rencontre pas d'opposition, beaucoup pensent que ça ne doit pas s'accompagner d'aggravation de nos conditions de travail. Et certains, après la réunion, ont dit « qu'on parle beaucoup de la qualité des moteurs, et pas assez de celle de la paie ».

Pour l'instant, la production du fameux moteur R 11 turbo a commencé, et on attend de voir...

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES



Ile Seguin

Le roi des concours

Au Département 74 de l'île Seguin, le nouveau chef de département est arrivé avec ses gadgets : c'est un fan des concours et des jeux de hasard.

Il y a quelques mois, la direction organisait donc, sur la nouvelle chaîne de la R4 monocoque, le « quarté propreté-rangement » !

Il s'agissait de tenir propre chaque tronçon de chaîne, de ne pas laisser tomber de boulons, vis, écrous, pièces diverses. Ainsi le régleur (et son équipe) du plus beau tronçon seraient déclarés gagnants. Et il y aurait une récompense, bien sûr ! Le régleur gagnerait le voyage payé pour un Grand Prix de Formule 1 (en Europe, a tenu à préciser la direction — il ne faut pas exa-

ger...). Les ouvriers de l'équipe, eux, auraient 1 000 F de bons d'achats chez Darty.

Le même chef de département vient de récidiver. Après un jeu sur la propreté, il vient de trouver un jeu qui concerne les accidents du travail. L'atelier qui le premier a passé un mois sans accident du travail vient d'être déclaré gagnant. C'est le Bas-Meudon. Aussi le chef a-t-il fait imprimer une affiche avec les noms de tous les travailleurs du secteur qui n'ont pas eu d'accident du travail depuis cinq ans. Et parmi tous ces noms, le même chef toujours a tiré au sort deux super-gagnants, si l'on peut dire.

Le petit « hic » de l'histoire c'est que, lors du tirage au sort, les gagnants étaient

deux régleurs de l'équipe normale. Ce qui la fichait plutôt mal, car ce ne sont certes pas eux, qui ne sont pas aux cadences, qui risquent le plus les accidents de travail. Décidément le hasard faisait mal les choses. Le chef a dit alors : « C'est pas bon, on va refaire le tirage ». Et effectivement, le lendemain, deux ouvriers ont été tirés et ils ont gagné... 1 000 F de bons d'achats, toujours chez Darty. Et ce n'est pas une blague !

Quant à notre chef de département, on ne sait pas s'il avait beaucoup d'idées sur les systèmes de protection. Mais encore une idée lumineuse de ce style et, à coup sûr, Darty lui offre le champagne !

Correspondant LO

RVI - Saint-Priest Usine Ponts

Un travailleur se suicide par crainte d'être licencié

Vendredi 6 janvier, un compagnon de l'Usine Ponts s'est fait prendre avec 5 litres de gas-oil dans son sac par un contremaître accompagné de la garde de l'usine. Aussitôt la direction ordonnait à notre camarade de rester chez lui, en attente d'une sanction définitive. Vendredi 13 janvier, nous avons appris que notre camarade venait de mettre fin à ses jours, ne pouvant supporter la menace de licenciement qui pesait sur lui. Il avait 40 ans et 3 enfants à charge.

Aujourd'hui, la direction essaie de dégager sa responsabilité, en prétendant qu'aucune sanction n'avait encore été envisagée et qu'il n'a reçu aucune lettre de licenciement. Mais les travailleurs savent bien à quoi s'en tenir.

Aussitôt la nouvelle de sa mort confirmée, les syndicats CGT et CFDT ont

appelé à un débrayage. Et c'est 80 % des compagnons de l'équipe du soir qui se sont retrouvés devant les locaux du Comité pour manifester leur indignation. L'attitude de la maîtrise a particulièrement indigné les travailleurs. Certains chefs sont venus au débrayage, de manière provocante, disant que les syndicats essayaient de récupérer une mauvaise affaire pour faire de l'agitation. Déjà, lorsque les délégués avaient distribué le tract d'appel au débrayage, d'autres chefs avaient essayé d'entraver la distribution sur les lignes de travail et l'un d'eux déchirait les tracts.

Mais les compagnons ne se sont pas laissés intimider et ne se sont pas gênés pour dire à la maîtrise que, pour eux, la direction est responsable de ce suicide. Comme disait l'un d'eux en s'adressant aux chefs :

« Vous ne cherchez jamais à arranger les gens, vous essayez toujours de les enfoncer et de les pousser à bout ». Et les grévistes ont refusé de reprendre le travail tant que les chefs étaient là. Il a bien fallu 20 minutes aux chefs pour se décider à s'en aller, mais ils ont dû céder car les travailleurs, eux, ne voulaient rien savoir.

Aujourd'hui cette affaire fait beaucoup parler. Mais à l'usine Ponts c'est tous les jours que la direction et ses petits chefs provoquent les travailleurs, car la maîtrise là-bas essaie d'imposer des méthodes qui ne sont pas courantes à l'usine de Vénissieux. Après le suicide de notre camarade, nombreux étaient ceux qui pensaient qu'il faudrait dorénavant mieux se défendre face à l'attitude des chefs.

Correspondant LO

EXPOSITIONS

Au Palais de Chaillot « Vauban réformateur »

● En clôture de l'année Vauban — 1983 fêtait le 350^e anniversaire de sa naissance — le Palais de Chaillot abrite jusqu'au 27 février une exposition célébrant celui qui fut homme de guerre, grand architecte et observateur pertinent de son temps : Sébastien Le Prestre de Vauban. C'est une petite exposition, mais très intéressante et qui donne bien l'idée de qui fut Vauban.

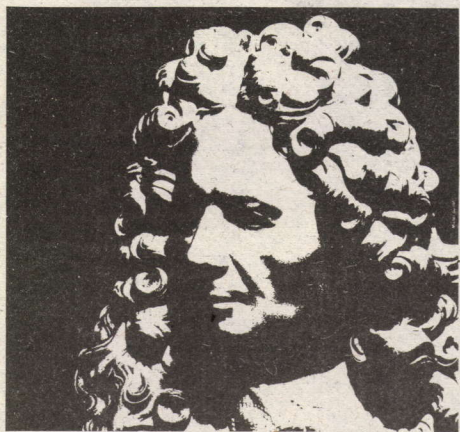
Né en 1633, militaire, ingénieur, gouverneur de la citadelle de Lille, puis de Douai, nommé commandant en chef, puis maréchal de France, Vauban a mis tout son savoir de bâtisseur, ses connaissances de l'art et de la technique militaires, son génie d'entrepreneur, au service de la consolidation du royaume de Louis XIV.

Le pouvoir absolu exigeait la cohésion de l'Etat, l'œuvre de Vauban sera essentiellement tournée vers la stabilisation des frontières. La féodalité jusqu'à présent liait le sort des territoires à celui des princes et seigneurs, il faut désormais au royaume un rempart de places fortes, l'enserrant tout entier, une frontière facile à défendre, sans enclave étrangère, ce sera le « pré carré », un ensemble de 118 villes fortifiées et forteresses construites tout autour du pays.

En plus de tableaux explicatifs, de photos et plans des villes, l'exposition offre, commentée et éclairée, la maquette d'une de ces places fortes, Neuf-Brisach, ville construite de toutes pièces par Vauban dans la plaine d'Alsace.

Hormis les villes « clés en main », Vauban, architecte, réalisa maintes fortifications, des ponts, des aménagements portuaires, des canaux, etc.

D'une forteresse à l'autre, il sillonnait le royaume à cheval, en carrosse ou en bureau-litière porté



par des mules. Quantité de sujets observés alors le passionnèrent, il rédigea une douzaine de volumes manuscrits sur des sujets aussi divers que « les chappes en ciment », « la cause du peu d'affection des nouveaux sujets du roi en Flandres », « les arrosements des rivières », « la cherté des blés » ou encore l'immortalité de l'âme. Il se mêla même, soucieux du trésor royal toujours vide, de suggérer au roi de supprimer les exemptions fiscales dont bénéficiaient l'aristocratie et le clergé et d'imposer tous les sujets sans exception au prorata de leurs revenus. Les nobles n'apprécièrent guère et Vauban s'éteignit en disgrâce.

Après une série de panneaux rendant compte de ses écrits, l'exposition s'achève sur un montage audio-visuel qui, à l'aide de fragments de notes et de documents de voyage de Vauban, de reproduction des tableaux des frères Le Nain et de gravures de l'époque, fait découvrir un peu de la vie dans la France du roi Soleil.

D'autre part, un espace réservé aux enfants leur permet de s'initier, par des jeux, à l'architecture militaire du XVII^e siècle.

Annick MORIZET

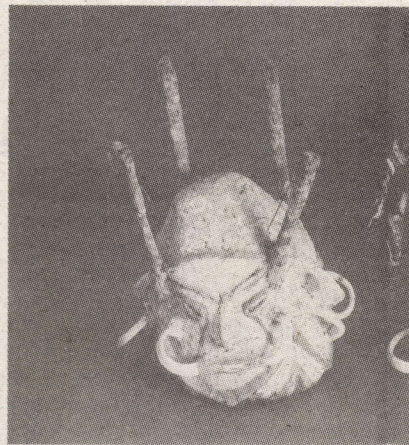
Vauban réformateur. Musée des Monuments français, Palais de Chaillot (Trocadéro), tous les jours (sauf mardi), de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 9 F. (Mercredi : gratuite). Dimanche : 4,50 F.

Au Musée de la Marine Océanie, le masque au long cours

Ce musée présente jusqu'au 27 février une exposition sur le masque en Nouvelle-Guinée. A l'aide de nombreuses vitrines, où de superbes masques sont exposés, de photos et aussi d'un diaporama, on peut imaginer le rôle et l'importance sociale de ces masques.

Si pour nous, en Occident, le masque a essentiellement une fonction folklorique, carnavalesque ou encore théâtrale, il n'en est pas de même pour les habitants de la Nouvelle-Guinée. Le masque a un rôle important voire indispensable dans la vie quotidienne.

Les cérémonies où l'on danse et où on se sert de masques ne sont pas seulement guerrières ou rituelles, elles sont aussi un moyen d'exprimer des réalités économiques et sociales. Les couleurs et les motifs apposés sur les masques peuvent ainsi symboliser la tenure foncière ou indiquer la politique d'un groupe et la place de chaque porteur dans ce groupe. Il peut également servir en quelque sorte de couverture financière et permettre l'obtention d'un crédit. En masquant l'homme et plus rarement la femme, il leur donne la possibilité de faire ce qu'ils n'oseraient pas faire à visage découvert. Ainsi par exemple de véritables dévouements ont lieu chaque année chez certains peuples. Il s'agit d'épuiser les querelles conjugales afin que les couples connaissent la paix toute l'année. L'homme se déguise



en femme et la femme en homme, chacun essayant de ridiculiser au maximum l'autre sexe.

Mais les masques peuvent aussi s'intégrer à l'architecture quand ils servent à orner les frontons des maisons cérémonielles. L'exposition nous présente une série de photos intéressantes sur ce sujet ainsi qu'une maquette d'une de ces maisons.

Une petite partie de l'exposition est consacrée à un travail sur le masque, étude de visages, lignes, volumes, recherches et réalisations de masques et un atelier accueille les petits et les grands qui s'intéressent à leur fabrication le samedi et le dimanche de 16 h à 18 h.

Ghislaine GAUTHIER

Océanie, le masque au long cours au Musée de la Marine. Entrée : 11 F.

THEATRE

« Mémoires d'Iles, Maman N. et Maman F. »

Par le Théâtre du Campagnol



Le spectacle auquel nous avons déjà applaudi en avril 1983, lors de sa première tournée à Paris et en province, est repris au Théâtre 18 à Paris dans le XVIII^e arrondissement jusqu'au 29 janvier.

Alors c'est l'occasion de voir ou de revoir **Maman N. et Maman F.**, deux Antillaises qui racontent au travers leurs souvenirs, la vie aux Antilles. Au détour, elles dénoncent avec humour la société coloniale dans laquelle les enfants apprennent à chanter « Tombe la neige... » et à répéter le nom de la Lorraine qu'il faudra aller reconquérir ! Avec beaucoup de verve, elles n'épargnent pas non plus les traditions et les croyances, histoires de quimboiseurs (faiseuses de maléfices) et de zombies. Maman N. et Maman F. disent tout avec délicatesse, humour et poésie. Ne les manquez pas.

P.M.

Jusqu'au 29 janvier, 16, rue Georgette-Agutte Paris 18^e. Tous les soirs à 21 heures (sauf dimanche et lundi), une séance le dimanche à 16 h. Prix des places : 40 F et 50 F.

VARIETES

« Le casino des trépassés et Les amours jaunes »

de Tristan Corbière

par Bernard Meulien

On devait à Bernard Meulien d'avoir tiré de l'oubli le poète beauceron Gaston Couté, le révolté.

Avec son nouveau spectacle, Le casino des trépassés, il change de registre et d'inspiration. Jusqu'au 28 janvier il « met en théâtre » à Paris le poète Tristan Corbière qui, « héritier d'une santé médiocre, déformé par les rhumatismes, mourut à trente ans en 1875 après avoir mené sur les côtes de sa Bretagne natale une existence de solitaire et d'inutile ».

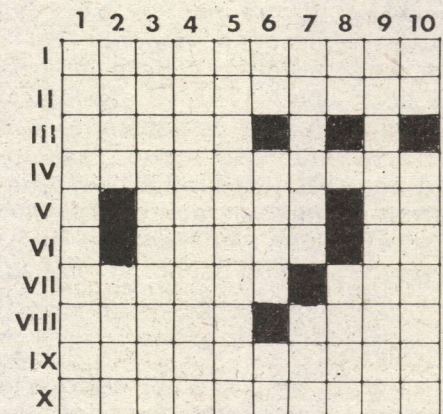
L'inspiration de Corbière vient du large, de la mer qui fut sa passion. Mais aussi du plus profond de son être déchiré. Les textes dits par Bernard Meulien sont très poétiques mais aussi chargés d'images violentes, de cris, de révolte, d'humour noir.

Bernard Meulien sait rendre tout cela avec un art extraordinaire. Il n'a pas besoin de gros moyens : des projecteurs, une bande sonore, quelques tentures. On reste transporté et bouleversé.

A.G.

Le casino des trépassés - Les amours jaunes, de Tristan Corbière, par Bernard Meulien. « La Tanière », 45 bis, rue de la Glacière, Paris 13^e. M^o Glacière. Les mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures jusqu'au 28 janvier 1984. Prix : 40 F et 30 F pour les étudiants et les chômeurs.

MOTS CROISÉS



VERTICALEMENT. I. Action de prendre par ruse ou par force. II. Région de Normandie. Tour de bois. III. Etoffe. En Chaldée. IV. C'est ce qui compte sur un terrain de camping. Toujours verts. V. Pare. Apre au goût. VI. Possessif. Vrai. Usages. VII. Minerai argileux. Onomatopée. VIII. Avec on peut faire beaucoup de choses. Homme politique japonais. IX. Combinaison pour les jeunes enfants. X. Ile de France. Rejeter certains gaz.

HORIZONTALEMENT. — 1. Harpagon savait sans doute le faire. 2. Empaillé. 3. Démon familier. 4. Se dit doctrine enseignée publiquement. 5. Pronom. Relie. Symbole chimique. 6. Dont la fenêtre est ouverte. Participe. 7. Possessif. Article d'outre-mer. Pillage. 8. Fin d'infinif. Au cœur de Nice. Qui a une certaine dimension. 9. Dénominateur d'une mesure à trois temps. 10. Labourés une troisième fois. Jadis en Mésopotamie.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	U	T	O	R	O	U	T	E	S
II	U	R	E	E		R	I	A	S	
III	S	E	R	I	E	S		R		
IV	T		C	L	E		A	G	R	A
V	R	E	E	L	L	E	U		L	
VI	A	T	R	E		U	N	I	T	E
VII	L	U		T	A	R	E		E	T
VIII	I	D	E		I	E	N	A	S	
IX	E	I	D	E	R		N	U	L	
X	N	E	E	S		R	I	X	E	S

« Mélodie »

de Emile Copfermann

Emile Copfermann s'est intéressé en sociologue aux blou-sons noirs dans les années 1960. Il a également écrit sur le théâtre populaire. *Mélodie* est son deuxième roman. Le précédent, *Les patries buissonnières*, évoquait les militants ouvriers juifs du Bund. Celui-ci est plus autobiographique et raconte la fin de son adolescence dans les années d'après-guerre, dans la région parisienne.

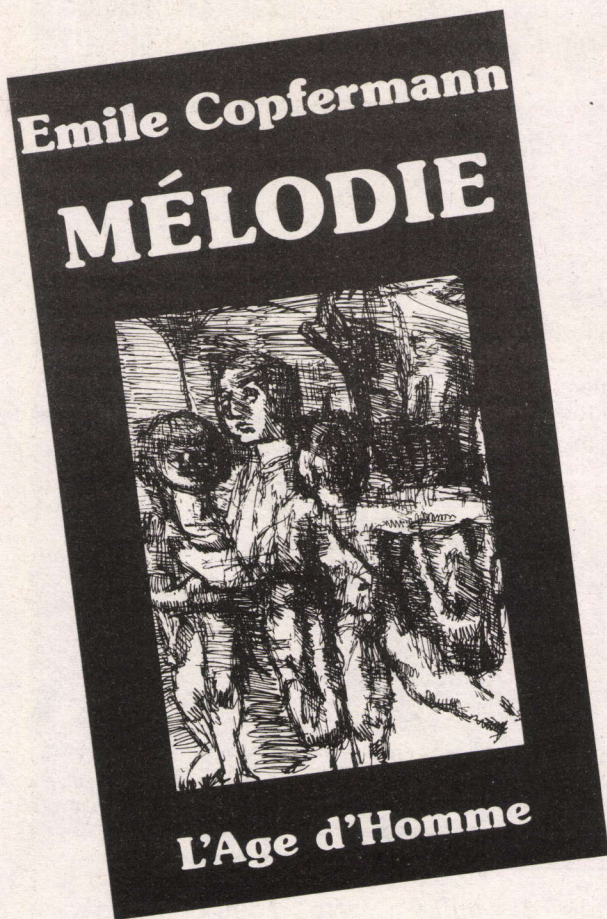
Emile, comme Mathias et Balthazar ses copains, est un jeune Juif recueilli dans une maison qui loge ceux dont les parents ont disparu durant la guerre. Ils y font l'apprentissage de la vie en collectivité, échangent des idées, s'amourachent, se posent des questions, lisent la presse. Les plus déterminés sont « ajistes » et protestent contre le fonctionnarisme grandissant dans la gestion des Auberges de Jeunesse.

Entre tous ces jeunes marqués par la guerre, les débats s'enflamment vite : on polémique contre les sionistes, on s'enthousiasme pour Prévert, Victor Serge et Koestler et on n'aime pas le stalinisme. Certains militent aux Jeunesses Socialistes de la Seine, se font traiter d'« hitléro-trotskyistes » par les militants du PCF (alors au gouvernement) et suivent de loin mais avec sympathie les mouvements de grève de l'époque dont la grève de Renault d'avril-mai 1947.

Si ce petit livre n'a pas de prétention politique, il compose une chronique vivante et sympathique de cette période vue à travers les yeux d'une bande de copains adolescents. Et il permet de se faire une idée sur la vie, les préoccupations, les sentiments d'une fraction de la jeunesse de gauche d'alors.

Jacques FONTENOY

Mélodie d'Emile Copfermann. Ed. Age d'Homme. 162 pages. 75 F.



Novembre 1999. Le sous-marin américain *Trident* pénètre en mer Baltique et coule un navire école soviétique au large de Gdansk. Or il obéit uniquement à un programme informatique, son équipage et son capitaine ne servant qu'à la maintenance du submersible. Son programme est relié à un système dit « Aristote », énorme complexe d'ordinateurs dont le centre est bien entendu basé aux Etats-Unis et relié dans tous les coins du globe par des centaines de satellites gravitant autour de la terre. Aristote centralise toutes les données et toutes les connaissances humaines, mais bien entendu, il est aussi utilisé à des fins militaires.

Mais qui a donné l'ordre d'attaque au système Aristote ? Le président des Etats-Unis ? Le général chef d'état-major du Pentagone qui rêve d'en découdre une bonne fois avec les « bolchéviks » ? Le jeune savant qui a programmé le système ? Ou bien Aristote a-t-il atteint la « masse critique » au-delà de laquelle un ordinateur pourrait échapper au contrôle des hommes et deviendrait capable de se programmer lui-même ? Un agent de la CIA enquête...

Les rapports Est-Ouest, la troisième guerre mondiale, la sophistication des armements, la toute puissance des ordinateurs, le tout sur fond d'enquête policière mêlée d'intrigue amoureuse entre l'agent de la CIA et une scientifique à l'allure troublante... L'auteur, informaticien lui-même, a rassemblé tous les ingrédients pour fabriquer un bon roman à suspense.

André JULLIARD

Le système Aristote de René Dzagoian. Ed. Flammarion. 297 pages. 70 F.

Mamie Mason de Chester Himes

Ce roman de Chester Himes, auteur noir américain, publié pour la première fois en 1961, est un récit qui renoue avec la tradition des témoignages de l'auteur sur Harlem, le ghetto noir de New York, cette « ville dans la ville ».

Mamie Mason est une petite-bourgeoise noire qui rêve de réconciliation interrassiale et qui s'enorgueillit d'être la maîtresse du salon où se rencontre le gratin petit-bourgeois blanc et noir. Car, écrit Chester Himes, « Les Blancs montent à Harlem pour se réchauffer... Il n'y a rien de plus tonique pour le Blanc qui se fait quinze mille dollars par an et que dépriment les impôts, les dettes, les ulcères et la crainte d'être stérile, qu'un tour à Harlem, où il voit des gens s'en sortir avec un revenu trois fois moindre et où il entend rire... rire des Blancs, rire d'eux-mêmes, rire des aspects saugrenus de l'injustice et du visage souvent ridicule de la vertu ». Aussi Chester Himes emploie-t-il l'arme du rire. Son roman est une suite de tableaux, de situations ou de dialogues parfois cocasses, et dont Mamie Mason est une sorte de chef d'orchestre. C'est elle qui noue et dénoue les relations entre une multitude de personnages qui s'affrontent et n'ont d'autres soucis en tête que de paraître, de briller et de se voler leur liaison amoureuse.

Si parfois la critique de cet univers est acerbe, si on rit au détour d'une page, on s'ennuie aussi beaucoup.

Patricia MULLAN

Mamie Mason de Chester Himes. Ed. Poche 10/18. 230 pages.

LES auteurs de ce livre, journalistes au *Nouvel Observateur* pour l'un et à Radio-Monte-Carlo et VSD pour l'autre, ont passé en revue les multiples activités de la police. Et ce dossier, plein de documents et de témoignages, est éloquent. La répression du banditisme ? Nombre de truands sont si intimement liés à la police qu'ils renseignent par ailleurs, au monde politique qu'ils financent souvent, ou à celui des affaires qui travaille parfois avec eux, que plus rares sont ceux qui tombent que ceux qui constituent de véritables empires. Le cas des époux Botey, qui ont régné sur le proxénétisme parisien de 1958 à aujourd'hui, traversant plusieurs changements de gouvernement ou de dirigeants de la police, en est un exemple, parmi bien d'autres, qu'évoquent les auteurs. Et bien des policiers sont sortis « blanchis » — c'est-à-dire mutés et même promus — d'affaires où leur rôle était pourtant bien peu clair. Certains services jouent même quasi-officiellement ce rôle de « cimetière des éléphants », comme celui de l'IGPN, l'Inspection générale de la police nationale, chargée officiellement de faire... la police dans la police !

Avoir affaire aux policiers n'est pas sans problèmes. La recherche du bon service et l'attente du bon responsable n'est qu'une petite partie des ennuis qui attendent ceux qui recourent à la police. La méprise et la bavure en sont l'autre partie. Ainsi, des noctambules rosés venant chercher protection auprès de la police en furent victimes : emmenés au poste, on les pria de revenir le lendemain porter plainte auprès d'un autre service. Soignés à l'hôpital, dans la nuit, ils se présentèrent aux policiers de très bonne heure le matin même... et furent arrêtés et gardés à vue plu-

confrontations



sieurs heures avant d'arriver à se faire comprendre. Plus sinistres, sont d'autres méprises, qui ont parfois coûté la vie à leur victime. Les auteurs en racontent un certain nombre. En conclusion, pour la plupart des cas, le non-lieu en justice, et la mutation, voire la promotion de leurs auteurs.

Mais par contre un bon nombre de policiers sont occupés... à la protection des « officiels », voire de leurs épouses, de leur chien, de leur porte d'hôtel, à l'organisation des meetings de certains et des campagnes électorales des autres, ou à leurs promenades en mer ou en montagne. L'activité est parfois

lucrative : certains services remboursent des frais de repas copieux dans des hôtels de luxe. Mais il y a bien d'autres activités lucratives dans la police : les « vacations funéraires », par exemple, que doit remplir la police auprès des municipalités, arrondissent joliment les fins de mois de certains. Et ce n'est que peu par rapport aux véritables affaires d'autres policiers, qui ont des activités immobilières, commerciales ou autres parfois en rapport très spécial avec leur secteur d'enquête : ainsi les activités « hôtelières » de certains commissaires lyonnais spécialisés dans la répression du proxénétisme...

Bien d'autres choses encore sont évoquées par ce dossier : les liens de bon nombre de policiers avec l'extrême-droite, le SAC ou l'OAS en d'autres temps, la prédominance des opinions réactionnaires chez une majorité de policiers, de responsables à tous niveaux et de dirigeants « syndicaux », le rôle de la police dans les affaires de Broglie, Ben Barka et autres... Quant à la protection de la population, l'enquête des auteurs révèle combien elle n'a que la portion congrue au milieu de toutes les autres tâches policières.

Les auteurs, aux sympathies plutôt socialistes, finissent souvent leurs chapitres en espérant telle ou telle réforme pour rénover ou améliorer la police, mais l'accumulation des faits cités — dont certains ont été rendus publics par la presse — démontre surtout que la police reflète tout ce que cette société a de pourri et qu'il faut changer de fond en comble.

Nelly MEYER

P comme police, d'Alain Hamon et Jean-Claude Marchand. Ed. Alain Moreau, Collection Confrontations. 418 pages. 89 F.

« Retenez-moi... ou je fais un malheur »

Jerry Lewis campé dans le personnage d'un flic américain de Las Vegas, tout en carrure et en rondeurs, avec un sens un peu raide de son rôle d'agent du FBI, a pour antagoniste Michel Blanc, petit homme maigre, un peu minable, français moyen, débrouillard, à la fois flic et trafiquant... Mais tous deux ont pour point commun d'avoir été mariés à la même femme, Nelly. Aussi lorsqu'ils se rencontrent c'est une suite de quiproquos : « Ah ! c'est vous le mari de ma femme ? »...

Soupçonneux l'un de l'autre, ils vont ensemble être embarqués dans une même sale histoire de trafic d'objets d'art et triompher ensemble des trafiquants... et des policiers.

On retrouve les gags classiques des comiques et on se laisse mener facilement par l'enquête loufoque où les policiers ne sont pas les derniers à nous faire rire... à leurs dépens.

P.M.

« Le choix des seigneurs »

L'amour et l'amitié triomphant des horreurs de la guerre, tel est le thème de ce film qui n'est pas dénué de bons sentiments.

Le choix d'évoquer la lutte entre les Maures et les chrétiens au Moyen Age permet de planter dans des paysages magnifiques et parfois empreints de mystères, des personnages aux armures fantastiques qui passent leur temps à s'affronter dans de terribles combats singuliers.

Si on n'apprend rien sur le Moyen Age (on ne sait d'ailleurs ni où, ni quand exactement se situe l'action), on a par contre droit tout le long du film aux mille et une façons de transpercer l'adversaire, de lui couper un membre ou de lui trancher la tête...

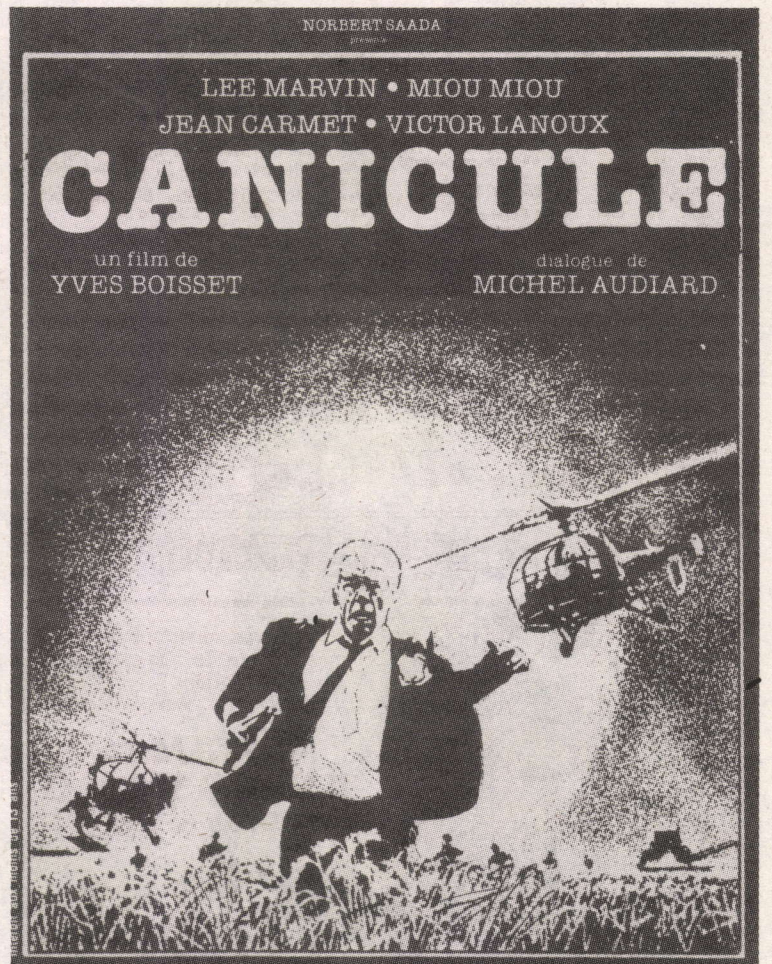
Avis aux amateurs !

D.C.

« Canicule » d'Yves Boisset

● Imaginez une sorte d'Al Capone vieillissant (Jimmy Cobb alias Lee Marvin), élégant et œillet à la boutonnière, débarquant à Chartres pour faire un casse à l'ombre de la cathédrale. Rafler un magot — en dollars — dans cet endroit incongru, cette ville endormie de province, ne devrait être qu'un jeu d'enfant pour le gangster qui nargue toutes les polices. Eh bien pas du tout. Et sans tenir compte de la vraisemblance des situations, de celle des personnages volontairement chargés, Yves Boisset nous entraîne dans la fuite et la traque de ce superman de la gâchette. Une fuite qui le conduit dans une grande ferme de Beauce, véritable nid de vipères où sont rassemblés les membres de la plus affreuse famille que l'on puisse trouver : obtus, égoïstes, durs, haineux les uns envers les autres, un peu ou beaucoup dérangés, francs salauds ou salauds hypocrites et calculateurs dont pas un, même le plus jeune, un inquiétant gamin, ne fait montre d'un peu d'humanité. Bref, voilà un salaud américain professionnel débarqué au milieu d'amateurs qui n'y vont quand même pas par quatre chemins et vont se révéler redoutables au point de lui damer le pion, à lui comme aux flics. Ils y laisseront des plumes, bien sûr, beaucoup de plumes comme il est de règle dans les films les plus noirs du cinéma américain dont Yves Boisset se déclare un fervent admirateur. Mais les plus salauds l'emporteront et c'est d'ailleurs sur ces mots que le film se termine. Ce n'est pas moral du tout mais cela fait un très bon film policier où l'humour — noir certes — est le plus souvent de la partie.

L.P.



« Ronde de nuit »

de Jean-Claude Missiaen



29 Dans *Ronde de nuit*, Gérard Lanvin et Eddy Mitchell sont deux inspecteurs de la Brigade territoriale. Mais ce sont des policiers assez peu conventionnels. Le premier salue d'un toast son grand-père militant de la FAI anarchiste et combattant de la guerre civile espagnole. Il est aussi particulièrement pointilleux contre les racistes. Le second est un cinéophile accompli. Une de ses répliques sur deux fait allusion à ses films ou ses stars favoris. Et le sujet principal du film est l'amitié qui lie les deux inspecteurs.

Nos deux compères sont mêlés, pour les besoins de la cause, à une vague d'assassinats à la mise en scène exotique, assassinats qui cachent des règlements de comptes dans un monde où promoteur immobilier en vue, activistes d'extrême-droite et gangsters font bon ménage.

L'intrigue n'est pas d'une grande nouveauté. Mais la complicité de nos deux « inspecteurs » de pacotille en fait tout le charme. Un bon divertissement.

Jacques FONTENOY

Sélection

TELE

Samedi 21 janvier

20 h 35. TF1. **Tu peux toujours faire tes bagages**, téléfilm de R. Mirmont et J. Krier, un film sur le thème de l'après 1968. Alain avait 18 ans en 1968, qu'est-il devenu quinze ans plus tard et que sont devenus ses amis ?

20 h 35. FR3. **L'univers du rire** : il s'agit de la troisième émission sur l'histoire du rire qui nous présente cette fois les pionniers du film comique : Charlie Chaplin, Harold Lloyd et Buster Keaton.

22 h 05. A2. **Les enfants du rock** avec au programme David Bowie, AC/DC et des groupes australiens.

22 h 10. TF1. **Droit de réponse**, l'esprit de contradiction. L'émission de Michel Polac s'intitule la lutte des classes... classes de l'école privée et classes de l'école publique.

Dimanche 22 janvier

15 h 50. FR3. **Comme il vous**

plaira de William Shakespeare. Une comédie écrite vers 1595 où l'action mêle une intrigue politique et plusieurs intrigues amoureuses. En version originale sous-titrée.

18 h 05. A2. **Dimanche magazine**. Un reportage sur l'Afghanistan et sur la situation politique et militaire du Salvador.

20 h 35. TF1. **Le casse** d'Henri Verneuil, film policier avec Jean-Paul Belmondo et Robert Hossein.

21 h 45. A2. **Vietnam**, deuxième partie d'un documentaire de Henri de Turenne. Après l'évocation de l'arrivée des premiers Français jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'émission de cette semaine présente la période de 1945 à 1952 : Ho Chi Minh prend le pouvoir et proclame l'indépendance du Vietnam.

22 h 30. FR3. **Scarface**. Un grand classique du film noir américain, qui évoque les années 1919-1933, le temps de la prohibition où Al Capone sévissait.

Lundi 23 janvier

20 h 35. TF1. **Le sucre** de Jacques Rouffio avec Gérard Depardieu et Jean Carmet. Un film inspiré du livre de Georges Conchon. Une farce sur les manipulations boursières, ceux qui tirent les ficelles et ceux qui en sont les victimes.

20 h 35. FR3. **Cycle Marcel Pagnol**. Après *Marius* et *Fanny*, le dernier film de la trilogie, *César*, mis en scène par Pagnol avec Raimu et Fresnay.

22 h 30. TF1. **Etoiles et toiles** présente des extraits de films d'Alfred Hitchcock.

Mardi 24 janvier

20 h 35. TF1. **Les mardis de l'information** propose un reportage intitulé « Derrière les murs du lycée », sur le thème être lycéen en 1984.

20 h 40. A2. **Une étrange affaire**, un film de Pierre

Granier-Deferre (1981), avec Michel Piccoli et Nathalie Baye. Un jeune cadre ambitieux se consacre aux exigences de son patron.

20 h 40. FR3. **Michel Strogoff** de Carmine Gallone (1956), avec Curd Jurgens, et Geneviève Page. Adaptation au cinéma du roman de Jules Verne publié en 1876. Les aventures d'un officier et courrier du tsar.

21 h 30. TF1. **Il Signor Fagotto**, opéra bouffe de Jacques Offenbach. Le plaisir du rire en musique.

Mercredi 25 janvier

22 h 20. A2. **Mœurs en direct** propose un film de Simone Bitton, *Yoredeth ou la réunion d'entre-deux guerres*. En hébreu, « Yoredeth » signifie celle qui a quitté Israël. C'est le cas de l'auteur du film, juive marocaine qui a quitté Israël en 1976. Dans son film elle fait le point sur les raisons qui l'ont poussée à partir.

Jeudi 26 janvier

20 h 35. FR3. **Le monocle rit jaune**, film de Georges Lautner, avec Paul Meurisse. L'espionnage traité sur le mode parodique.

21 h 30. A2. **Encore Mœurs en direct** mais qui présente *Journal inachevé* de Marilu Mallet, chilienne exilée à Montréal qui raconte l'histoire de sa vie.

Vendredi 27 janvier

21 h 35. A2. **Apostrophes** de Bernard Pivot présente les œuvres de Kafka, Orwell et Milan Kundera. Ce dernier participe à l'émission.

22 h 55. A2. **Le ciel est à vous** de Jean Grémillon (1943). A l'époque où le gouvernement Vichy prônait la femme au foyer, Grémillon décida de réaliser un film à la gloire du féminisme en présentant une femme aviatrice. Avec Madeleine Renaud et Charles Vanel.

FILMS

« Pâques sanglantes »



● **Pâques sanglantes**, un film de Giuseppe De Santis, réalisateur de style populiste, engagé aux côtés des communistes, est sorti en 1950, pendant la période de la guerre froide. Il est porté à nouveau sur les écrans.

L'action se situe dans les montagnes pauvres des Pouilles en Italie à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et le drame qui s'y déroule est celui que connaissent de nombreuses autres communautés paysannes dans toutes les régions pauvres d'Europe. Les plus démunis sont chassés de la terre tandis que les plus riches et ceux qui se sont enrichis à la faveur de la guerre profitent

de la situation pour agrandir leur propriété. Ainsi apparaît Bonfiglio qui, non content de s'être approprié le troupeau de la famille Dominici, s'est soumis peu à peu les petits paysans alentour, comme les parents de Lucia qui lui cèdent leur fille en mariage en échange de l'annulation de leurs dettes. Nouveau maître, Bonfiglio rêve d'accaparer tous les pâturages en faisant régner la terreur parmi les paysans qui, s'ils ne sont pas riches, n'en ont pas moins toujours un petit quelque chose à perdre, qu'un enclos, qu'une maison ou un petit troupeau. Dans toutes ses exactions, Bonfiglio bénéficie de la complicité des juges

et de la police. Mais le parvenu de la guerre finira par dresser contre lui l'ensemble des paysans qu'il a floués. Ceux-ci se solidarisent alors avec Francesco Dominici, le héros du film joué par Ralph Vallone qui devient alors le symbole de la résistance à ce nouveau riche. Une fois la peur vaincue, les paysans madrés et entêtés, tous unis, feront triompher la justice.

Plus qu'un témoignage sur une communauté paysanne qui a disparu des campagnes d'Europe, le film de De Santis est une proclamation de sa confiance en l'humanité et dans la capacité des plus humbles à se battre.

Patricia MULLAN

« Trahisons conjugales »



Le film de David Jones est une adaptation de la pièce de l'auteur de théâtre anglais Harold Pinter. Il nous présente les relations de trois personnages bien connus du vaudeville bourgeois : le mari, la femme et l'amant.

La particularité de Pinter est de dresser le constat de ces relations au moment où elles se dénouent. Ensuite, à la lumière de ce constat, de remonter progressivement le temps pour en arriver finalement aux premiers moments de l'adultère. Ainsi, le spectateur assiste, tel un entomologiste, aux débats entre ces trois personnages qui s'interrogent et se mentent mutuellement comme à eux-mêmes.

C'est évidemment d'un intérêt bien mince, mais cela donne malgré tout du bon théâtre de boulevard, astucieusement filmé, et surtout servi par de très bons acteurs.

André JULLIARD

« Prénom Carmen » de Godard

Godard propose sa version très personnelle de l'héroïne. Encore, souligne-t-il lui-même, que c'est le producteur qui a imposé le titre de son film et il est vrai que l'on est bien loin ici de la Carmen du roman de Mérimée ou de l'opéra de Bizet.

Godard utilise bien la musique mais c'est celle des quatuors de Beethoven. Quant à Carmen, c'est une jeune fille moderne passionnée de cinéma, complice d'un hold-up. L'histoire a d'ailleurs peu d'importance, l'essentiel résidant dans la manière de filmer les personnes, les lieux, la mer et de restituer les sons, paroles, musique ou bruits. Pour simplifier l'affaire, images et sons ne correspondent pas toujours, l'ensemble composant un puzzle que le spectateur (qui a pourtant payé sa place !) doit, lui, reconstituer...

S.L.



Sélection cinéma Dans les salles parisiennes

Films récents...

ET VOGUE LE NAVIRE.

de Federico Fellini.

Une merveilleuse allégorie baroque de la fin d'un monde aristocratique et décadent à la veille de la guerre de 1914. Gaumont les Halles 1^{er} (vo). UGC Opéra 2^e (vo). Saint-Germain Village 5^e (vo). Odéon 6^e (vo). Rotonde 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Colisée 8^e (vo). Normandie 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Nation 12^e. Miramar 14^e (vo). Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e (vo).

LE BAL.

d'Ettore Scola.

A travers quelques bals populaires, le film évoque diverses périodes. Une manière plaisante, pleine de vie et d'émotion de nous conter l'histoire. Gaumont les Halles 1^{er}. Vendôme 2^e. Studio de la Harpe 5^e. Hautefeuille 6^e. Pagode 7^e. Gaumont Champs-Élysées 8^e. 14 Juillet 11^e. Montparnasse Pathé 14^e. Olympic Entrepôt 14^e. PLM Saint-Jacques 14^e. 14 Juillet 15^e.

LE GRAND CARNAVAL.

d'Alexandre Arcady.

1942, les Américains débarquent en Algérie. Tableau d'une époque où les colons français sont tout puissants en Algérie et où les Algériens sont étrangers chez eux. Un film où l'on rit beaucoup, mais qui est aussi tragique. Berlitz 2^e. Gaumont Ambassade 8^e. Montparnos 14^e.

ERENDIRA.

de Ruy Gerra.

Un conte de fées d'après un scénario de Gabriel Garcia Marquez : quelque part en Amérique latine, Erendira, prostituée et soumise par une grand-mère tyrannique, va, en rencontrant un ange blond, reprendre goût à la vie. Forum Orient Express 1^{er} (vo). Quintette 5^e (vo). Marbeuf 8^e. Trois Parnassiens 14^e (vo).

AU NOM DE TOUS LES MIENS.

de Robert Enrico.

Inspiré par le récit de la vie de Martin Gray, Juif polonais qui survécut à la guerre, aux camps de la mort et à l'insurrection du

ghetto de Varsovie, ce film saisissant gomme l'individualisme acharné du héros si choquant dans son livre au profit du témoignage sur la barbarie nazie. Gaité Boulevard 2^e.

UN FAUTEUIL POUR DEUX.

de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette docte question Landis répond par une joyeuse pantalonade. Saint-Michel 5^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Georges V 8^e (vo). Lumière 9^e. Montparnos 14^e.

LA TRAGÉDIE DE CARMEN.

de Peter Brook.

L'opéra de Bizet revu et corrigé par Peter Brook. En trois interprétations. Saint-Ambroise 11^e.

LA BALLADE DE NARAYAMA.

de Shohei Imamura.

Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la

vie dure des paysans pauvres.

Quintette 5^e (vo).

RUE CASES-NÈGRES.

de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour. Olympic Luxembourg 6^e. 14 Juillet Parnasse 6^e.

GANDHI.

de Richard Attenborough.

La vie et la carrière politique de celui qui passe pour l'« apôtre de la non-violence », et qui conduisit la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Intéressant malgré le ton apologétique. Cluny Palace 5^e (vo).

... et moins récents

NORMA RAE.

de M. Ritt.

Le combat d'une jeune ouvrière et d'un militant syndical pour implanter un syndicat dans une usine textile du sud des Etats-Unis. Saint-Lambert 15^e (vo).

LA TRAVIATA.

de Franco Zeffirelli.

L'opéra de Verdi adapté

de La dame aux camélias. Saint-André-des-Arts 6^e.

LES BAS-FONDS.

de Jean Renoir.

D'après la pièce de Gorki, avec Gabin et Juvet. Saint-André-des-Arts 6^e.

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX.

de Sydney Pollack.

Après la grande crise de 1929 aux Etats-Unis, des jeunes gens s'épuisent à un marathon de la danse. Grand Pavois 15^e (vo).

BARRY LYNDON.

de Stanley Kubrick.

L'ascension sociale d'un jeune Irlandais dans l'Europe du XVIII^e siècle. Images et musique superbes. Grand Pavois 15^e.

DIVA.

de J.-J. Beineix.

Les mésaventures d'un postier passionné d'opéra. Rivoli Beaubourg 4^e. Cinoches 6^e.

MOLIERE

d'Ariane Mnouchkine

Une évocation de la vie et du travail de Molière, ainsi qu'une vaste fresque de son époque. Bonaparte 6^e.

Arafat, le faire-valoir des dictateurs



Une conférence bien protégée

Les journalistes présents à la conférence de Casablanca ont constaté que les hommes d'Etat logés dans des résidences privées luxueuses étaient en fait assis sur... une poudrière. Casablanca a été occupée par l'armée marocaine et ce n'était pas pour contenir l'enthousiasme de la foule pour ses dirigeants. Les autorités redoutaient une

explosion de colère dans cette ville dont la moitié de la population a moins de 20 ans et où 650 000 jeunes sont chômeurs. C'est des taudis de la ville qu'est partie la grande révolte de 1981 réprimée dans le sang par l'armée de Hassan II. Pour faciliter l'intervention des soldats, les quartiers populaires ont été séparés par des avenues. Ce sont là

les seuls travaux pratiqués dans ces zones misérables.

Des manifestations contre la vie chère se seraient déroulées malgré tout au début de janvier à Marrakech, Meknès, Safi et Oujda. Le sommet islamique devait discuter de l'instauration d'une charte des droits de l'homme... cela à l'ombre des baïonnettes. Tout un symbole. *Guy FICHET*

Moins d'un mois après sa défaite de Tripoli, Arafat a été accueilli à la conférence islamique de Casablanca comme un chef d'Etat incontesté. Le roi du Maroc a même, paraît-il, enfreint l'étiquette pour lui donner longuement l'accolade, à lui ainsi qu'à Bourguiba et au frère du roi de Jordanie. Arafat, accueilli par les chefs d'Etat arabes comme l'un des leurs, a donc reçu les honneurs, il a même été désigné vice-président du sommet de Casablanca, honneur partagé avec les présidents sénégalais et turc.

L'unanimité du sommet pour Arafat était d'autant plus forte et incontestée que les présidents de Syrie et de Libye avaient boudé cette réunion et n'étaient pas venus.

De Septembre noir en 1971 à Tripoli en 1983, les Palestiniens ont reçu coup après coup de la part des dirigeants des pays arabes, tantôt des uns, tantôt des autres.

Mais cela n'a jamais empêché Arafat de continuer à rechercher leur soutien, tantôt auprès des uns, tantôt des autres. La politique menée par Arafat a conduit les combattants palestiniens de défaites en massacres ; mais Arafat, lui, a surnagé. De sommet arabe en sommet islamique, il a même vu son rôle de chef conforté. Il n'a même jamais été accueilli si chaleureusement par les potentats arabes que lorsque la défaite de ses troupes était

plus grande. La réception de Casablanca ne fait pas exception à cette règle. Et avant Casablanca, c'est en Egypte auprès de Moubarrak qu'Arafat est allé chercher réconfort et soutien.

Il est vrai que le monde arabe a toujours été suffisamment divisé pour qu'Arafat ait pu par exemple en 1971 trouver appui du côté de l'Egypte après que Hussein de Jordanie ait fait massacrer ses troupes, de même qu'aujourd'hui ce sont d'autres massacreurs de peuples, les Hassan II, les Bourguiba qui lui ouvrent les bras, maintenant qu'Assad, le président syrien, a éliminé les dernières troupes palestiniennes du Liban.

Tous ces potentats et autres dictateurs sanglants ont sans doute de bonnes raisons de tenter de redorer leur blason en se déclarant ostensiblement l'ami d'Arafat et à travers lui l'ami du peuple palestinien. D'autant plus facilement et sans risque que tous les chefs d'Etat arabes ne sont pas là, et qu'Assad le syrien est le dernier en date parmi eux, à avoir fait le sale boulot : la division du travail en quelque sorte.

Mais ce jeu-là n'empêche pas Arafat de continuer à miser sur les Etats arabes, une politique qui ne peut amener que de nouveaux coups contre le peuple palestinien.

Cécile BERNIER

ISRAËL

Fidèle en tout

Le monde politique israélien a rendu un hommage unanime à Saad Haddad. Effectivement, il savait ce qu'il devait au chef de l'armée du Liban libre (c'est ainsi que se dénommait une soldatesque formée de chrétiens et de chiites, fidèles à Israël avant même de l'être à l'Etat libanais). Saad Haddad avait choisi contre l'avis du gouvernement libanais d'ouvrir la frontière internationale du Sud-Liban avec Israël en 1976, et il s'était illustré depuis des années au Sud-Liban en massacrant Palestiniens, civils de gauche et musulmans sur les traces de l'armée israélienne. Au cours de la guerre de 1982, son nom fut celui qui revint le plus souvent à propos du massacre des camps palestiniens de Sabra et Chatila. Les crimes que l'Etat « civilisé » d'Israël n'a pas voulu commettre directement, Saad Haddad les a assumés pour lui.

C'est auprès de l'armée française d'abord, où il accomplit un stage d'infanterie à l'école de Saint-Maixent, de l'armée américaine ensuite puisqu'il « compléta sa formation » aux Etats-Unis, puis enfin de l'Etat d'Israël qui le fournit en armes

et en matériel, qu'il se forma et qu'il trouva les moyens de jouer son rôle. Le dirigeant « de gauche » israélien Pérès inaugura en 1976 la collaboration avec lui, le dirigeant de droite Shamir vient de lui décerner le titre posthume de « *grand patriote libanais allié fidèle d'Israël* ». L'exécuteur de leurs basses œuvres a toujours pleinement satisfait ses commanditaires.

N.M.

Promotion pour un massacre

Le 12 janvier, le général de brigade israélien Amos Yaron a été promu général de division.

C'est lui qui commandait les troupes israéliennes dans le secteur de Beyrouth en septembre 1982, lors des massacres dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila. Au début de l'an passé, la commission d'enquête Kahane sur ces massacres avait jugé « qu'il n'avait pas transmis à ses supérieurs les informa-

tions qui lui étaient parvenues concernant les massacres commis par des unités phalangistes et qu'il avait ainsi manqué aux devoirs de sa charge ».

L'état-major israélien n'a pas, sur les devoirs d'un officier, des conceptions aussi élargies que la commission Kahane.

Sabra et Chatila, un haut fait d'armes ?

V.G.

COMMUNIQUÉ

Gaz lacrymogènes contre des prisonnières politiques palestiniennes

Le Groupe-femmes de Renault-Billancourt nous a fait parvenir un dossier, concernant les graves sévices subis par des prisonnières politiques palestiniennes à la prison de Neve-Tirza.

« Voilà près de cinq mois que les prisonnières politiques de la prison de Neve-Tirza refusent de cuisiner pour les geôlières. En réaction, elles sont enfermées dans leurs cellules 23 heures par jour ; journaux, livres, vêtements personnels leur ont été confisqués ; il leur est également interdit d'écouter la radio. D'autre part les visites familiales qui leur sont d'ordinaire autorisées toutes les deux semaines ont été

réduites à une fois tous les deux mois. (...) »

Le 31 octobre 1983, les prisonnières se sont rendu compte que la direction de la prison transférait leurs livres en arabe de la salle à manger à un endroit inconnu. Elles ont vu les geôlières jeter les livres leur appartenant dans de grands sacs. (...) »

Les prisonnières se révoltèrent et demandèrent une explication à une telle attitude. (...) Mais aucune explication ne leur fut fournie. Les prisonnières s'insurgèrent et frappèrent de toute leur force sur les portes de leurs cellules. En réaction, et contre toute attente, on propagea du gaz lacrymogène dans les cellules par les judas des portes. Plus grave encore, les geôlières fermèrent ensuite les judas, le gaz emplissant alors toute la cellule.

Les femmes coururent vers les fenêtres donnant sur la cour pour pouvoir respirer un peu d'air pur. A ce moment, après la première pulvérisation, arriva la section spéciale des geôlières. (...) »

Cette unité, munie cette fois de grandes bouteilles de gaz, pulvérisa ce gaz dans le couloir qui réunit les chambres, et au travers des judas des cellules. Quand les hommes de l'unité se sont rendu compte que les

femmes tentaient de respirer de l'air pur à travers les fenêtres donnant sur la cour, ils ont commencé à frapper avec leurs matraques toute main ou tête qui dépassait.

Il y avait un nuage de gaz jusqu'à une hauteur d'un demi-mètre, le gaz imprégnait tous les murs et commençait à dégoutiner. Le gaz avait été pulvérisé en plein visage des prisonnières et un grand nombre souffrent de brûlures à la suite de ces pulvérisations. (...) »

Alors qu'elles étaient incapables de parler ou de crier — pendant près d'une demi-heure, les hommes de cette unité spéciale continuèrent à pulvériser.

Terese Halassa, une des prisonnières, a bien décrit leur situation à ce moment. Elle dit : « *Raphaël Yeïtan parlait de nous comme des cafards drogués dans une bouteille ; en effet, ils ont réussi à nous transformer en « cafards » dans une boîte* ». (...) »

On a interdit aux prisonnières de sortir de leurs cellules pour respirer un peu d'air pur ! Elles sont restées toute la nuit dans leurs cellules, judas fermés. Même le petit déjeuner leur fut apporté le lendemain dans les cellules non aérées ! Et pendant les deux jours qui suivirent, leur promenade quotidienne leur fut supprimée. (...) Pendant deux journées entières, la direction leur interdit tout traitement médical. »